

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 18, DIM 19, LUN 20 NOVEMBRE 1978 - N°793

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

NUMERO
SPECIAL

Lire en pages 5 - 6 - 7 - 8

LE COMPTE-RENDU
DES TRAVAUX
DU CONGRES ;
RESOLUTIONS, INTERVIEW...

TENUE VICTORIEUSE DU 3^e CONGRES DU PCR ml

Contre la bourgeoisie
contre le révisionnisme
Pour le socialisme

**REJOIGNEZ
LE PARTI
COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste**

Construisons pas après pas le Parti de type nouveau

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

176 872 F de collecté à ce jour. Soit 2/3 de l'objectif fixé.

Encore environ 8 millions à souscrire

— L'effort que vous tous, lecteurs, amis du *Quotidien du Peuple* avez entrepris depuis plus d'un mois, est, certes, très important. Grâce à vous, nous avons pu paré au plus pressé.

— Mais si, dans les jours qui viennent, la mobilisation ne retrouve pas une vigueur nouvelle, les premiers

acquis seront rapidement remis en cause. C'est toujours la vie même du *Quotidien du Peuple* qui est menacée.

— Ce ne sont pas 18 millions qui sont nécessaires pour le QdP mais bien 25 millions. Cet objectif aucun de nous ne doit le perdre de vue, ainsi que le délai de sa réalisation.

— Nous avons dit il y a quelques temps qu'une course contre la montre était engagée, c'était vrai, et ça l'est toujours.

Aussi le léger fléchissement de cette semaine doit et peut être surmonté.

Au travail camarades, lecteurs, amis du *Quotidien du Peuple*.

Châlons	
Un élève infirmier.....	300
Une employée.....	200
Reims	
Ventes.....	35
Collecté à Reims Aviation.....	65
Soutien.....	60
Mont St Aignan	
M.C.L.....	50
Caen	
Soutien.....	25
.....	55
Verson	
C.P.....	300
Montceau	
.....	267
Châlons sur Saône	
Un camarade.....	500
.....	200
Ventes.....	70
St Nicolas de Port	
D.I.....	400
Thionville	
Ventes.....	250
Un ouvrier d'Usinor «pour qu'il soit un journal des travailleurs».....	100
Saint Avoird	
M.H.....	300
Amiens	
Y.B.....	600
Pau	
F. et N. hospitaliers.....	100

Toulouse	
P.B.....	280
Nantes	
De la vente d'une moto.....	600
Des sympathisants.....	250
Ventes.....	20
Angers	
Ventes.....	150
.....	50
.....	20
Saumur	
.....	550
Ventes.....	70
Tours	
.....	185
Rennes	
.....	322
Paris 20*	
P. Ouvrier du livre.....	50
J.R.....	50

Oyonnax	
Un camarade.....	100
Lyon	
Brandt : un sympathisant.....	300
Ventes.....	230
.....	40
7* Ventes.....	300
.....	310
Venissieux	
Un camarade.....	200
Ventes.....	100
A.B.....	350
Montreuil	
Collecte.....	300
Des sympathisants.....	125
Gennevilliers	
A.P. pour la liberté de la presse.....	20
Ventes.....	15
Total.....	8 864
Ancien total.....	168 008
NOUVEAU TOTAL.....	176 872

Pour les 25 millions du *Quotidien du Peuple*, je verse

Nom :

Adresse :

F.

Etablir les chèques à l'ordre du *Quotidien du Peuple* : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Municipalité de Saint Denis

UN PATRON DE COMBAT

• Chargés de s'occuper des enfants en dehors des heures de classes, les animateurs socio-éducatifs de St Denis sont en lutte depuis juillet. Ces derniers jours ils ont nettement durci leur mouvement et se sont mis en grève reconductible toutes les 24 heures. Ils ne manquent pas de raison de lutter : horaires incommodes, salaires dérisoires... Au cours de leur lutte, ils s'affrontent à l'une des plus importantes municipalités PCF de la banlieue Nord de Paris. Le maire, Marcellin Berthelot, ne recule devant rien pour briser cette grève. L'appartenance au PCF d'un certain nombre d'animateurs n'est pas l'aspect le moins intéressant de ce mouvement...

«Tu as entendu parler du décret que prépare Boulin pour instaurer le contrôle médical aux travailleurs en arrêt-maladie ? Eh bien, depuis juin, à St Denis, ça existe déjà». C'est un des aspects du contexte dans lequel les animateurs, en juillet, décident d'engager la lutte, avec leur section syndicale du SNPAOCC-CGT (Syndicat National des Personnels, Associations, Organismes et Centres culturels ; affilié à la CGT).

A l'époque ils revendiquent essentiellement : un volume d'heures garanti, une revalorisation des salaires, un véritable statut, des moyens pédagogiques et le plein exercice des droits syndicaux.

CALOMNIE ET REPRESSION

«Au cours de nos deux

jours de grève en juillet, la municipalité a tenté de faire pression sur les aides maternelles pour qu'elles assurent notre travail en plus du leur. La municipalité a également engagé des pourparlers avec les PTT pour faire distribuer dans tous les foyers de la ville une circulaire dénaturant notre mouvement. Elle a fait courir le bruit que nous avions organisé un «commando» et que nous avions «molesté et insulté» notre directeur général. La municipalité a également imprimé des pétitions hostiles à notre mouvement en cherchant à faire croire qu'elles émanaient du personnel communal.

Toutes les pétitions étaient pourtant faites sur le même modèle ! On est même presque sûr qu'elles étaient signées de noms bidons.

Mais ce n'est pas tout : la mairie poursuit également certains d'entre nous en justice pour «détournement de documents administratifs», parce que durant la grève de juillet, nous avions retiré de l'affichage la liste des parents qui devaient régler l'inscription de leurs enfants.

En septembre, la répression augmente d'un cran : elle ordonne le licenciement de quatre camarades dont deux membres de la commission exécutive de la section syndicale. Il faut également savoir qu'elle pratique les retenues sur salaire pour dépassement d'heures de délégations. L'un d'entre nous s'est vu retirer 1 000 francs sur sa paye !

L'UD CGT INDESIRABLE

Sans consultation de la section syndicale, la municipalité adopte et fait adopter par la préfecture le 21 septembre un contrat pour les animateurs. Afin d'exprimer leur insatisfaction, les animateurs réclament une entrevue depuis deux mois avec la municipalité. «Sous la menace d'un préavis de grève, la municipalité acceptait à la mi-octobre de recevoir ; mais elle préten-

daient choisir ses interlocuteurs. Elle acceptait de recevoir l'UL CGT et notre section syndicale, mais elle refusait la direction nationale du SNPAOCC-CGT, un représentant de l'Union départementale CGT, ainsi qu'un représentant de la fédération des Spectacles...

Tout y est ; il ne manque rien à la municipalité de St Denis pour figurer sur la liste des patrons de combat. Certains expliquent cette situation par la personnalité du maire.

SAINT-DENIS UNEMUNICIPALITEPCF NON REPRESENTATIVE ?

«Berthelot est isolé ; le Comité central du PCF aurait d'ailleurs l'intention de ne pas le représenter lors des prochaines élections municipales».

Cet argument a un inconvénient, c'est d'être utilisé dans trop de municipalités de la région parisienne. Par ailleurs il faut observer que si plus d'un animateur a sa carte au PCF, l'attitude de l'hebdomadaire semi-officiel de la fédération PCF 93 Actualités va tout à fait dans le même sens que le maire. Un délégué des anima-

teurs raconte : «93 Actualités a publié un communiqué en y apposant notre signature alors qu'aucun d'entre nous n'avait rien écrit de tel. Il faut aussi dire qu'ils refusent d'accueillir CGT au sigle SNPAOCC ; ça les gêne que nous soyons à la CGT...

Nous avons exigé de pouvoir passer un rectificatif. Ils en ont publié l'introduction puis, sans transition, ils ont embrayé sur les propositions de la mairie nous concernant, si bien que cela dénaturait totalement notre mise au point. En juillet, lors d'une manifestation nous sommes passés devant le siège de ce journal. Nous sommes entrés à une dizaine pour leur demander des comptes. Le journaliste présent était en discussion avec un ouvrier de Caze-neuve. Au bout de quel-

ques minutes, le journaliste s'est éclipsé sans prévenir ; on ne l'a plus revu...»

Faut-il dire qu'à la surprise de plus d'un animateur, l'Humanité convoquée à plusieurs reprises n'a jamais jugé utile de se déplacer ?

UNE LUTTE A POPULARISER

La détermination des animateurs n'a pas fini d'embarrasser la mairie ; d'autant plus que cette lutte entraîne des contradictions dans le PCF : «Ça discute dur dans les cellules». Cette lutte mérite d'autant plus d'être connue que les animateurs ont décidé de mettre sur pied une coordination des sections d'animateurs de la région parisienne. Pour le 17 novembre, ils ont invité 20 autres sections syndicales.

François MARCHADIER

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

RIPOSTE DE MASSE CONTRE LA REPRESSION

Fac de Tolbiac (Paris 1^{er})

«Contre la répression, ripostons ensemble»

Face à la sauvage répression policière de mercredi qui s'est abattue sur les étudiants de Tolbiac (Paris 1^{er}) sur ordre de la présidente de cette fac, les étudiants se sont mis en grève. Après la première manifestation de riposte qui se tenait mercredi soir, très combattive et qui touchait Jussieu et Panthéon, les étudiants tenaient une assemblée générale jeudi matin, pour déterminer de la riposte à apporter. La mobilisation était très forte, l'amphi ne suffisait pas à contenir tous les participants. Des commissions étaient créées, qui ont soumis leurs propositions à une nouvelle AG en début

d'après midi, avant le départ de la manifestation, déjà prévue.

Une AG houleuse, où les organisations syndicales corporatistes étudiantes et politiciennes, tentèrent d'imposer leurs conceptions de la «riposte» en l'occurrence en reprenant les revendications avancées, sur des problèmes techniques («des crédits»). Ce fut un échec pour eux. Un étudiant intervenait, parlant de la répression de la manifestation travailleurs-chômeurs de Caen, elle aussi sauvagement réprimée, et de la manifestation prévue samedi par le comité de coordination des foyers Sonacotra, appelant

à une riposte d'ensemble face à la répression. Le principe en était retenu, et c'est sous la banderole «CONTRE LA REPRESSION, travailleurs, immigrés, chômeurs, étudiants, RIPOSTONS ENSEMBLE !», que s'ébranlait la manifestation, forte de 7 000 personnes, à laquelle participaient des étudiants d'autres facs parisiennes. Des conseillers municipaux PCF du 13^e tentaient avec l'aide de leur syndicat étudiant fantôme de s'imposer en tête de manif. Ils furent déçus, et Gisèle Moreau (en talons aiguilles s'il vous plaît) ne s'attendait pas outre mesure.

Après cette manifesta-

tion très combattive, bien qu'encadrée de très près par les flics, «Facs fermées aux flics, ouvertes aux travailleurs !», «Sélection, répression, c'est la loi des patrons !», «Français immigrés, solidarité !» (ce dernier slogan à propos de la circulaire Bonnet qui veut limiter le nombre d'étudiants étrangers) où les étudiants ont montré la volonté de se tourner du côté des travailleurs (ils ont déjà le soutien du personnel administratif) la mobilisation reste très importante, il faut travailler à la maintenir et même à l'élargir.

Pierre CHATEL

«Une hargne particulière»

«Mercredi, j'étais à l'Assemblée générale qui se tenait à la fac de Tolbiac, pour protester contre l'intervention des flics, qui la veille avaient chargé une Assemblée générale regroupant des lycéens, et des étudiants autonomes. On a vu apparaître — comme par hasard — M. le Commissaire de police du 13^e, flanqué de ses acolytes. Il a été conduit poliment — sans heurts — à la sortie de la salle par quelques étudiants. Noblesse oblige et fort de sa responsabilité et de son bon droit, ce monsieur est allé voir madame Ahrveiller, présidente de l'Université, qui compatissante, a fait appeler les forces de l'ordre. Avec une rapidité étonnante, on a vu les flics casqués, matraques aux poings, se masser devant la faculté et refouler brutalement les étudiants qui essayaient de sortir. A ce moment-là (les étudiants étaient tous massés dans le hall), les flics ont bloqué les portes de la fac et ont pris position dans le hall. Nous avons fait des chaînes pour les empêcher d'investir toute la fac, aux cris de : «Flics, vigiles hors des facs !», «Flics hors des facs, facs ouvertes aux travailleurs !», «des

chargés de T.D., pas des chargés de matraques !».

Brusquement sans aucune provocation, les flics ont chargé. Les chaînes ont été disloquées et les CRS ont matraqué, tabassant sauvagement les étudiants. Un étudiant a dû être hospitalisé avec une fracture du crâne. Les flics nous ont ensuite fait sortir à coups de matraques, avec une hargne particulière. Un étudiant qui fumait une cigarette a reçu un coup de matraque en plein visage. Tout à coup le commissaire (toujours dans les parages) a crié : «Des arrestations !, il faut faire des arrestations !». Je me trouvais dans le groupe de queue, nous avons été encerclés, les flics nous ont embarqué dans les cars et nous ont conduit au commissariat central de Joinville-le-Pont. Là, fouille systématique, contrôle d'identité, fichage avec photos. Le cycle habituel. C'est face à cette attaque sans précédent, que la fac a voté la grève générale dans la journée de jeudi.

Témoignage d'une étudiante

Les séquelles de la marée noire : un premier chiffrage écologiste

● Mardi soir, M. Marchand, chimiste au Centre Océanologique de Bretagne, organisme chargé avec le CNEOX du suivi écologique de la marée noire a attiré l'attention des Bretons sur les risques imminents de remise en circulation du pétrole de l'Amoco Cadiz sous l'effet des marées importantes de saison. Sur les 230 000 tonnes de brut que renfermaient les flancs de l'Amoco Cadiz, on peut estimer à près de 40 000 tonnes la quantité qui s'est déposée à la surface des fonds marins de la côte nord du Finistère. M. Chassé, membre de la SEPNB, océanographe, professeur d'écologie et membre de l'Institut d'Etudes Marines à Brest, a répondu à nos questions.

Pour M. Chassé «ce mazout est moins toxique qu'il ne l'était juste après le naufrage car il a vieilli, une partie de ses composants les plus toxiques se sont dilués : mais il continue à donner un mauvais goût à des animaux filtreurs comme les huîtres. Si le mazout est remis en émulsion, il sera mieux biodégradable que s'il reste au fond.

Nous avons effectué un premier bilan de la mortalité des espèces vivantes. Elle représente au total 100 000 tonnes dont 20 000 tonnes pour le ro-

cher et le reste pour les fonds meubles sable et vase. On a même fait une évaluation financière en partant du coût des espèces les plus proches qu'on pourrait réimplanter. Par exemple, le prix d'importation du bigorneau d'Irlande est de 4 F le kilo, c'est le même prix pour à peu près tous les animaux détruits : moule de Hollande, coque de Hollande... Soit pour 100 000 tonnes, un coût de 400 millions de francs à rajouter au coût équivalent du nettoyage ! Ceci est le premier chiffrage écologique que nous avons fait connaître»

L'OSTREICULTURE

«Elle est toujours en panne. En ce qui concerne les abers, cela continue d'évoluer en se dégradant. L'aber Wrach se dégrade encore beaucoup. L'aber Benoit ne sera peut-être récupéré que d'ici 3 ou 4 ans. Les tempêtes hivernales pourront commencer à nettoyer les fonds».

LES ALGUES

«Cela a marché paradoxalement mieux qu'à l'habitude», estime M. Chassé. «Par exemple, le port de l'Aber lldut a débarqué 10 000 tonnes alors que l'extrapolation des récoltes antérieures prévoyait 7 000 tonnes. Il semble qu'il y ait une croissance meilleure de certaines algues sous l'influence des hydrocarbures. A petites concentrations, les hydrocarbures se comportent comme des hormones végétales. Mais pour certaines espèces, on observe une prolifération anarchique des rameaux».

LA POLLUTION GRANDIT

Le niveau moyen de pollution par les hydrocarbures grandit. Quand les animaux marins contiennent plus d'un dixième de milligramme par kilo de chair, ils deviennent immangeables. Actuellement dans les zones réputées salubres (des zones os-réco-

les), aussi saines par exemple qu'à la Trinité-sur-Mer on a des concentrations dans les animaux qui sont entre la moitié et les deux tiers de la dose qui les rend incommestibles !

Au remède dit, cette montée des hydrocarbures est extrêmement préoccupante en Bretagne.

Pierre PUJOL

LES DEGAGAGES : 7 FOIS PLUS POLLUANTS QUE LES MARÉES NOIRES

La répétition des marées noires ou la pollution chronique par les hydrocarbures entraîne une régression de la faune. Par exemple la faune de la baie des Trépassés est aussi dégradée que celle de Porsall. Or la baie des Trépassés a été touchée par un très vieux pétrole, puisqu'elle a été touchée un mois après le naufrage de l'Amoco. Seulement il y avait eu le Bøhølen, et il y avait eu des dégagements continus. Les marées noires elles-mêmes ne représentent que très peu par rapport à la pollution totale par les hydrocarbures (3 % de la pollution), alors que les villes et les rivières amènent 40 % des hydrocarbures à la mer, et que les dégagements en mer représentent 20 % c'est-à-dire 7 fois plus que les marées noires !

Ces phénomènes permanents, les dégagements, n'arrivent pas n'importe où ; la pointe de Bretagne est spécialement exposée.

Caen : après l'agression policière, nouvelle manifestation vendredi

Dès jeudi soir à Caen, on pouvait s'attendre à une manifestation très importante pour le vendredi soir, après l'agression policière de mercredi, où deux manifestants ont été grièvement blessés. L'un d'eux un chômeur, était jeudi soir, dans un état comateux, il est possible qu'il souffre d'un enfoncement de la boîte crânienne. L'autre, Pierre Nicole, militant CFDT chez Masselin, a dû subir l'énucléation de l'œil droit : il avait reçu une grenade de plein fouet.

Immédiatement après la manifestation de jeudi, la CFDT avait appelé à une riposte pour vendredi. A la CGT, la première réaction avait été de publier un communiqué avec la FEN, où l'on pouvait lire qu'elle condamnait «les provocations d'où qu'elles viennent». Sur le terrain d'ailleurs, elle avait rapidement plié bagages, «avançant» l'heure de la manifestation prévue en ville à 17 heures. Mais une grande partie de ses militants ne l'avait pas suivie, et était

restée près du pont, face aux flics.

Jeudi matin, s'ouvrait le Congrès de l'UD-CGT. Bien entendu, les événements de la veille étaient au centre des discussions. De très nombreux délégués ont condamné l'attitude de l'UD, qui revenait à laisser seuls devant les flics, les camarades qui se battent. La condamnation de cette attitude a été si vive que l'UD a dû reconnaître qu'elle avait fait une erreur. Cependant, elle persiste à dire qu'occuper le pont Vandœuvre était une erreur. Erreur ? Quand deux mille travailleurs des petites boîtes de Caen qui disparaissent chaque jour, ou des grosses comme la SMN ou la SAVIEM, sont dans la rue pour exiger du travail ? Sur Caen, il y a 11 000 chômeurs, plus de 30 000 pour le département.

Vendredi soir, les travailleurs de Caen étaient bien décidés à exprimer à la fois leur révolte contre les exactions policières, et contre le chômage qu'on leur fait subir.

L'ATTENTAT DE MARSEILLE :

L'auteur de l'attentat à la grenade qui avait fait cinq blessés dont un très grave, au local du PCF de Marseille, a été arrêté. Selon la police, il s'agit d'un «sympathisant» du Front National. Dans le cadre de l'enquête, la police a également appréhendé quatre autres «sympathisants» du Front National. Au cours d'une perquisition chez l'un d'entre eux, la police a découvert des armes et des munitions.

QUOTIDIEN DU PS

Mitterrand n'a pas renoncé à son projet de sortir un quotidien socialiste, destiné, entre autre, à faire pencher au Matin, jugé trop rocardien. Une commission vient d'être créée au sein du PS, commission composée de Filliou, Estier et Mme Pontillon pour les mitterrandistes, et de Chevènement pour le CERES. Le quotidien socialiste, pourrait sortir à l'automne 79, si une somme de 8 millions était réunie pour son lancement.

SACM Mulhouse : la lutte est possible

800 travailleurs ont débrayés mercredi 15 à la SACM Mulhouse durant deux heures, dans le cadre de la journée d'action nationale impulsée par la CGT contre le chômage, pour de meilleures conditions de travail et l'augmentation des salaires. A noter, la participation à l'action de la CFTD SACM

A la SACM, la crise générale de l'économie, la politique d'austérité de la bourgeoisie pèsent aujourd'hui fortement sur le dos des travailleurs et leur famille. En 4 ans de 1974 à 1978, Les effectifs sont tombés de 4 800 à 4 500. Sans recours aux licenciements économiques bien sûr ! Cela permet à la direction d'économiser de l'argent tout en dégraisant la masse salariale. Cela permet à la banque de Suez, principal actionnaire de l'ALSPI (holding auquel appartient la SACM Mulhouse) d'investir dans des secteurs industriels plus rentables, moins tou-

chés par la crise économique. En somme de restructurer à peu de frais sur le dos des travailleurs.

LA CRISE ET SES REPERCUSSIONS

La SACM subit de plein fouet les répercussions, en particulier de la crise du textile, notamment au niveau des secteurs machines-textiles et chaudronnerie. Appartenant au même groupe que la SACM l'usine de Junholtz (Vosges) vient de fermer (les 80 ouvriers sont mutés à Maseveau et à Mulhouse) la direction de Mulhouse reporte ses difficultés sur le dos des travailleurs. A la fin de l'année, 2 jours chômés non payés frapperont l'ensemble du personnel de Mulhouse : l'introduction de machines à commande numérique dans plusieurs ateliers, en 2x8 relève de cette logique de suppression progressive de postes de travail.

Corr. MULHOUSE

Service de nettoyage de Lyon

LA LUTTE CONTINUE

A Paris, le conflit qui a débuté il y a plus d'un mois, n'est toujours pas réglé, les conducteurs de bennes jugeant insuffisantes les propositions de la mairie. Si le travail a repris une nouvelle fois, le mouvement n'est pas tout à fait terminé, puisque l'accord n'est toujours pas signé. A Lyon, 120 soldats ont été envoyés dans les rues pour ramasser les ordures, jeudi. Au plan national, le mouvement s'étend, et le syndicat CGT du nettoyage appelle tous les agents à des débrayages pour les journées du 20, 21, et 22 novembre. Au centre des revendications, partout, les classifications et les salaires.

Colère contenue chez beaucoup de grévistes ce jeudi matin à l'assemblée générale. Colère, parce que l'armée est intervenue à la demande de Colomb, mais aussi colère parce que certains ressentent le manque de perspectives. Les manifs à l'hôtel de Ville qui se déroulent aussitôt après les A.G. commencent à être perçues comme routinières. «On écoute sagement l'AG à 9 heures, après on fait sa ballade à 10 heures et après c'est fini pour le reste de la journée».

Ce type de réflexion était courant, jeudi matin. Certes, le mouvement s'est

renforcé depuis le début de la grève, le 3 novembre. Après les égoutiers et les «souterrains», c'est le service des eaux et les OP des garages qui à leur tour revendiquent.

Mais il est vrai que le discours de l'intersyndicale s'essoufle. «Ce qu'on nous a dit aujourd'hui on le sait depuis une semaine», disaient pas mal de gars. De ce point de vue, l'assemblée générale de jeudi matin n'avait pas le caractère de lutte, cette ambiance offensive des autres jours. Bien sûr la grève dure depuis 13 jours, et il est difficile de venir, compte tenu de l'impopularité qu'à

la longue la grève peut provoquer. Mais alors que l'information avait été donnée hier, l'ensemble de la Courly n'est pas en grève. Le mot d'ordre est maintenu pour le début de semaine.

Les négociations devaient reprendre jeudi après midi avec les repré-

sentants du maire. S'achève-t-on vers un compromis, au détriment des revendications essentielles des grévistes ? Ou alors la lutte connaîtra-t-elle de nouveaux bonds en avant, si le maire refuse de céder. La réponse devait être donnée vendredi matin.

Corr. LYON

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F
6 mois 300 F
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Proletariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

INTERNATIONAL

«Bouter hors des frontières les envahisseurs»

Extraits de la déclaration du Front Polisario

A l'occasion du troisième anniversaire de l'accord de Madrid aux termes duquel le Sahara était partagé entre le Maroc et la Mauritanie, le Front Polisario publie une déclaration importante dans laquelle, après avoir tiré le bilan de trois années de lutte, il réaffirme sa volonté de poursuivre la lutte pour la libération de son territoire, marquant ainsi très nettement, une nouvelle fois, son refus des tractations en cours, notamment par l'intermédiaire de Giscard, qui prévoient, d'après les informations qui en ont été données, un mini Etat Saharoui, le Maroc conservant pour l'essentiel les territoires qu'il a occupés. La lutte du peuple sahraoui lui a permis de faire reconnaître ses droits de plus en plus largement. Lundi l'Union Nationale des Femmes Saharouies a été admise comme membre de l'organisation pan-africaine des femmes, dernière en date des reconnaissances des droits nationaux du peuple sahraoui. Par ailleurs, à l'issue d'une visite à Alger, le ministre malien des Affaires étrangères a déclaré que «la situation dans la région évoluait dans le bon sens».

(...) «Le Maroc et la Mauritanie se trouvent aujourd'hui prisonniers d'un engrenage compliqué d'une occupation qu'ils n'ont pas les moyens d'imposer, et que leurs peuples refusent désormais de suivre.

Devant cette situation le peuple sahraoui, pourtant victime, a tout fait pour éviter de prolonger les souffrances de nos peuples en multipliant les gestes de bonne volonté, bien qu'il soit plus que jamais disposé et déterminé à lutter pour parachever l'indépendance de son pays. Mais les signataires de l'accord tripartite sont toujours là, en s'obstinant sur leur rigidité ou en fuyant leur responsabilité sans pouvoir imaginer autre chose que d'aller droit vers le chaos, plein de danger

pour la paix et la sécurité de notre région.

Aussi, le peuple sahraoui, sous son avant-garde le Front POLISARIO, tient à rappeler solennellement ce jour 14 novembre 1978, sa volonté inébranlable de continuer sa lutte légitime de libération nationale jusqu'à l'indépendance de son pays et de n'épargner aucun moyen pour y parvenir.

A cet effet, le Front POLISARIO lance un appel solennel à tous les Etats du monde et toutes les forces éprises de paix et de justice, pour soutenir le peuple sahraoui à faire bouter les forces d'invasion et d'expansion hors des frontières de son pays et pour dénoncer l'accord tripartite du reste cadavérique». (...)

La livraison de MIG-23 à Cuba

Un pas de plus dans l'offensive soviétique

L'envoi par l'URSS de Mig 23 à Cuba vient de provoquer une vive réaction de la part du gouvernement américain. Celui-ci pourrait l'interpréter comme une violation de l'accord de 1962 qui prévoyait la «dénucéarisation» de Cuba après l'affaire des fusées.

Les Mig 23 que l'URSS vient de livrer à la fois au Vietnam et à Cuba sont les chasseurs les plus modernes que possèdent l'armée soviétique. Le Mig 23 peut voler à 2 400 km/h et peut être équipé de canons doubles et de missiles. Alors que le Vietnam n'en disposait pas pendant la guerre de libération contre l'impérialisme US, alors que certains pays du pacte de Varsovie n'en disposent pas aujourd'hui, Brejnev fournit cette arme sophistiquée à deux Etats dont il entend faire les agents de sa politique hégémoniste dans le Tiers Monde.

S'il s'agit pour l'URSS de renforcer militairement Cuba, à l'heure où les troupes de Castro interviennent dans plusieurs pays d'Afrique, la livraison des Mig 23 a une signification bien particulière à l'égard de la superpuissan-

ce américaine : cette île constitue en effet une base d'attaque contre les USA ; la crise de 1962 nous le rappelle. Mais les circonstances ne sont pas les mêmes que lors des provocations de Khrouchtchev : la livraison des Mig 23 fait partie de toute une offensive soviétique de l'URSS en Asie et en Afrique accompagnée de menaces comme celles de Ponomarev au sujet des relations USA-Chine.

A l'heure où les négociations SALT se poursuivent de plus en plus difficilement, l'URSS multiplie les pressions de toutes sortes pour faire reculer les Etats-Unis et obtenir un accord qui lui soit favorable.

Ce nouveau fait va certainement relancer aux Etats-Unis la polémique sur l'équilibre des forces et la course aux armements. Alors qu'au début du mandat de Carter, une vision optimiste de la «détente» dominait, aujourd'hui, l'évaluation du rapport de forces fait l'objet de nombreux débats. Carter commence à prendre des mesures pour une nouvelle accélération de la course aux armements : augmentation des crédits

de la défense civile, préparation de la bombe à neutrons, projet de nouveaux missiles.

Les risques de guerre continuent donc de croître. Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de faire croire à une paix grâce à l'équilibre des forces des deux superpuissances. Le mythe de la «détente» longtemps entretenu par Brejnev pour masquer ses préparatifs bellicistes est de moins en moins crédible.

J.P. CHAMPAGNY

ZIMBABWE : 266 ARRESTATIONS

Mercredi la police rhodésienne a arrêté 266 étudiants noirs qui manifestaient à Bulawayo contre l'enrôlement des noirs dans l'armée raciste de Ian Smith. De nombreuses manifestations ont lieu dans tout le pays contre la «mobilisation» obligatoire des noirs dans l'armée rhodésienne prévue pour janvier prochain.

CC DU PCF

Le PCF réunira son Comité central les 12 et 13 décembre prochains. A l'ordre du jour «l'examen de la situation politique, des tâches qui en découlent et l'action du parti».

LE FIGARO N'EST PAS PARU

Le Figaro n'est pas paru vendredi matin. Les ouvriers du Livre ont débrayé pour protester contre certaines restructurations qui se préparent au sein des imprimeries du groupe Hersant.

SUD-RADIO LICENCIE 40 % DE SON PERSONNEL

Le nouveau PDG de Sud Radio vient d'annoncer au comité d'entreprise 39 licenciements, soit près de 40 % des effectifs de la station. Sud Radio, qui appartient à la SOFIRAD, s'était installé à Toulouse en janvier, tout en continuant à émettre du territoire d'Andorre. Il s'agissait pour la station de préparer une éventuelle victoire de la gauche, et un éclatement du monopole. Cette hypothèse étant maintenant écartée, Sud Radio revient à Andorre, et licencie son personnel toulousain.

TENUE VICTORIEUSE DU 3^e CONGRES DU PCR ml

La joie et l'enthousiasme présidaient lorsque les délégués du 3^e Congrès du Parti au nombre d'environ 200 ont pris place dans la grande salle des séances plénières. Toutes les cellules du Parti étaient représentées par son (ou ses) délégués, élus proportionnellement au nombre des adhérents. Militants déjà aguerris ou jeunes adhérents, les congressistes étaient venus de toutes les régions de France : de la Lorraine où ils luttent avec les sidérurgistes contre les plans de chômage des barons de l'acier et contre l'inaction des directions syndicales ; de la région du Rhône où ils impulsent les luttes dans les usines ; des usines textiles du Nord ou d'Alsace frappées de plein fouet par les restructurations capitalistes ; de la Bretagne que la bourgeoisie transforme en désert... Ils apportaient avec eux l'expérience accumulée d'années de lutte opiniâtre, aux côtés des travailleurs.

Un congrès est un moment très important pour les communistes. C'est le moment où le Parti, synthétisant des mois d'expérience, de pratique, d'étude, de réflexion, enrichit sa ligne politique, trace les grandes orientations de travail pour la période à venir. «*Le Congrès est l'organe suprême de direction du Parti*» indique un article des statuts. Chaque délégué doit être en mesure d'apporter sa contribution, son expérience, donner son point de vue sur tout, en un mot participer pleinement à ce moment décisif de l'élaboration de la ligne du Parti.

Depuis plusieurs mois, les cellules étaient en possession des textes préparatoires au Congrès. Une étude minutieuse en avait été organisée dans chaque cellule, qui avait rédigé ses amendements au texte des projets de programme et de statuts. Des conférences fédérales et de section avaient déjà synthétisé ce travail de préparation.

L'ouverture du Congrès

Le Comité central élu par le précédent Congrès est dissous. La première tâche du Congrès est d'élire le présidium pour la durée des travaux. A la tribune, prennent place, chaleureusement applaudis, des camarades dirigeants, des responsables de fédération du Parti, des vétérans communistes. Après l'allocution d'ouverture, le camarade Robert Emery, qui préside la première séance, donne la parole au camarade Max Cluzot, qui commence la lecture du Rapport politique.

Elaboré par le Comité central sortant, le Rapport politique représente en ses quatre grandes parties l'analyse synthétique de la situation politique dans son ensemble, ainsi que son évolution depuis le Congrès précédent.

C'est dans un environnement difficile que le Parti, entre le 2^e et le 3^e Congrès, a eu à assumer ses tâches révolutionnaires. Tant sur le plan national, où la perspective de mars 1978 a bloqué pendant une longue période tout essor véritable des luttes et où le développement de la crise a accentué certaines divisions au sein de la classe ouvrière ; que sur le plan international, où la mort du président Mao Tsé-toung, le redoublement des attaques contre la République populaire de Chine, l'évolution inquiétante du Vietnam et de l'Albanie, ont pu rendre plus difficile à cerner la progression des tendances à la révolution. Tant donc sur le plan national qu'international, de nombreuses questions devaient être soigneusement examinées pour placer le Parti dans une position d'offensive, lui permettre d'adapter pleinement ses propositions à cette situation nouvelle, et ainsi d'élargir son recrutement. C'est ce à quoi s'attache particulièrement le rapport politique soumis à la discussion des congressistes.

Sur la situation internationale

La discussion commençait par la partie «internationale». Des changements importants sont intervenus au plan international. Depuis plus d'un an, le Parti étudie de manière détaillée tous les développements de la théorie marxiste-léniniste des trois mondes. De nombreux congressistes ont souligné les avancées réalisées dans cette étude. Une riche discussion s'est déroulée sur les problèmes fondamentaux comme sur la question des risques de guerre que font peser les deux superpuissances, la nécessité pour notre Parti de contribuer dans les conditions spécifiques qui sont les siennes, au rassemblement du Front uni anti-hégémonique mondial. Plusieurs dizaines d'interventions sur la base d'un texte déjà particulièrement élaboré ont permis de porter l'unification du Parti sur la situation internationale à un degré supérieur. Afin de définir la position du Parti sur la question des élections du Parlement européen au suffrage universel et d'approfondir encore l'analyse sur l'articulation correcte entre facteurs de guerre et facteurs de révolution, le Congrès a décidé de la tenue d'une conférence nationale du Parti au début de l'année 1979.

RESOLUTION DU III^e CONGRES DU PCR ml (nov. - 1978)

Le 3^e Congrès du PCR ml décide de convoquer une Conférence nationale du Parti, dans le premier semestre de 1979.

Cette Conférence nationale du Parti aura pour tâche, sur la base de son nouveau programme, de porter à un niveau supérieur l'unification du Parti sur l'analyse de la situation internationale et les tâches qui en découlent, en France.

Dans ce cadre, cette Conférence nationale aura notamment à fixer la position du Parti vis-à-vis des élections européennes au suffrage universel.

Le Congrès a salué les victoires remportées par le peuple chinois et le Parti communiste chinois dans l'édification du socialisme après l'écrasement de la bande des quatre. Il a réaffirmé les apports fondamentaux du maoïsme à la théorie marxiste-léniniste.

Il a condamné fermement la politique engagée par le Parti du Travail d'Albanie au plan international, politique dirigée contre le marxisme-léninisme, le maoïsme et le mouvement communiste international.

Plusieurs délégués ont souligné la nécessité pour le Parti de se porter à l'offensive sur les questions internationales, de propager largement l'analyse qu'il fait de la situation.

Comme ce camarade de Mulhouse qui concluait ainsi son intervention :

«Il est vrai que la situation complexe au niveau international exigeait de notre part analyse, étude, unification. Mais, suite à ce Congrès, l'attitude que nous devons avoir doit être offensive. Notre tâche, pour contribuer à l'isolement des superpuissances, signifie un réel effort de propagande et de mobilisation.»

Sur la crise politique de l'impérialisme français

Dès 1974, notre Parti avançait, pour caractériser la crise de l'impérialisme fran-



çais, le concept de crise politique. Depuis, les développements successifs de la crise ont permis de vérifier la justesse de cette analyse :

«La crise de la société française ainsi ouverte est marquée par la mise à jour, l'approfondissement et l'aggravation des contradictions qui définissent tant la base matérielle que la superstructure idéologique et politique. Elle résulte de l'aiguïté et de l'interaction des contradictions fondamentales qui définissent l'impérialisme français. Elle agit fondamentalement sur les rapports de classe et la structure interne de la société telle qu'elle s'est mise en place avec le développement de l'impérialisme. C'est en ce sens qu'elle est politique.»

Aussi, cette crise est nécessairement durable. Irréversiblement ouverte, elle doit, à terme, se transformer en crise révolutionnaire.» (extrait du Programme du 3^e Congrès).

C'est sur la base d'une solide unification sur ce point que le Congrès a porté plus avant l'analyse, notamment sur l'état de la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans notre pays. Dans le cadre de la préparation du Congrès, le Parti a été amené à réfléchir sur cette question. Les délégués ont permis au Congrès de mieux prendre en compte tous les facteurs qui déterminent l'état d'avancée de la crise, aussi bien facteurs défavorables que favorables et corriger ainsi certaines appréciations unilatérales apparues dans l'analyse de la crise.

S'appuyant sur leur expérience, leur enracinement parmi les masses, les délégués ont nettement indiqué leur accord, montrant combien était nécessaire, pour le développement des idées révolutionnaires et de l'audience du Parti, d'apprécier le plus précisément possible la situation des masses, leurs idées à un moment donné, de prendre en compte tous les facteurs, tous les éléments de la situation.

Des enrichissements nouveaux ont été apportés à l'examen du développement de la crise, confirmant l'analyse du Parti, notamment sur l'aspect idéologique de cette crise.

Sur la base d'un degré plus élevé d'unité sur le fond même de l'analyse du Parti sur la crise, et en prenant en compte tous les facteurs, le Parti se trouve donc en situation de prendre l'offensive et mieux armé pour reprendre son travail et rallier ce qui frange de travailleurs qui entrent en rupture profonde avec le révisionnisme et le réformisme.

Sur le révisionnisme

La rupture de la gauche, son lamentable échec aux élections de mars 1978, ont apporté la confirmation du point de vue du Parti sur les projets contradictoires du PS et du PCF. Notre Parti avait mis à jour entre son 2^e et 3^e Congrès le projet de capitalisme d'Etat du parti révisionniste. Des camarades délégués ont rapporté leur expérience de débats avec des militants du PCF. Ainsi, un camarade de Lorraine a expliqué comment, écartant tout sectarisme, nos camarades avaient adopté une démarche fraternelle envers des militants du PCF, que ceux-ci y avaient été sensibles et que les discussions ainsi engagées avaient permis à ces militants de mieux comprendre les idées du Parti, de découvrir des idées qu'ils ne connaissaient pas, et de notre côté nous ont permis de mieux apprécier les questions que se posent ces militants, les points de contradiction qui les opposent à la ligne révisionniste et ainsi pouvoir mieux y répondre.

«Dans le rapport politique, il est affirmé que la contestation dans le PCF a pris un caractère permanent et que la crise que connaît ce parti est grave. Notre expérience de discussions avec des militants de base du PCF en Lorraine, montre que cette appréciation est fondamentalement juste. Et il me semble aujourd'hui possible, sur la base des premiers acquis, de progresser dans la discussion avec des dizaines de militants du PCF.»

Parmi les problèmes que soulèvent ces militants, il y a le «bilan» que fait le PCF des élections — rejetant toute la responsabilité sur le PS qu'il a pourtant lui-même remis sur les rails —, il y a le blocage des luttes pendant toute la période électorale ; le fait aussi que le droit à la parole dans le PCF, même quand il existe, ne permet pas aux militants d'intervenir dans le processus de décision ; liée à cela, une interrogation sur la composition de classe du PCF. Autre problème posé : l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat ; ou bien l'attitude du PCF dans la lutte de la Sonacotra.

Bien sûr, il y a certaines limites à cette contestation par la base du PCF. Mais même si le projet de capitalisme d'Etat a du mal à être saisi, s'il y a encore l'espoir de changer le PCF, si par ailleurs, certaines positions du Parti (comme l'appel à l'abstention au 2^e

Vive le 3^e Congrès du PCR ml

Vive le 3^e Congrès du PCR ml

tour des législatives de mars 78) sont parfois mal comprises, il reste que certains s'interrogent sérieusement par exemple sur ce qu'aurait été l'attitude du PCF au pouvoir vis-à-vis des libertés démocratiques, et qu'un certain scepticisme s'instaure par rapport à ce que pourrait changer le 23^e Congrès.

Ce caractère positif de nos discussions avec des militants du PCF est pour une part le résultat d'efforts prolongés, même s'ils ont été encore trop irréguliers. Cela montre que la démarche du Parti, manifestant une attitude ouverte, est appréciée par ces militants. (...)

Je pense que c'est aujourd'hui une tâche importante pour le Parti d'engager ce travail en direction des militants du PCF, d'une manière plus large, mais surtout plus systématique et patiente. A tout le moins, nous pourrions ainsi porter des coups importants au révisionnisme. Et aussi gagner des camarades au Parti.»

Parlant du PCF qu'il affronte quotidiennement, un délégué de la banlieue Nord de Paris faisait état des difficultés persistantes que la crise de la bourgeoisie provoque pour le parti révisionniste :

«Le PCF se trouve dans une situation rendue plus difficile pour assurer comme par le passé la gestion municipale qu'il met en œuvre : difficultés à perpétuer sa politique de corruption, à donner un caractère modeste à sa gestion, à faire face aux revendications des travailleurs en même temps qu'à renforcer ses positions dans l'électorat petit-bourgeois... En témoignent les grèves et conflits qui se sont développés dans les municipalités du PCF en banlieue parisienne... Ainsi, on assiste au renforcement des interrogations et à un désarroi accru dans les rangs du PCF»

indiquait notamment le camarade dans son intervention.

Sur la base de ces appréciations, le Congrès a appelé le Parti à adopter en direction des militants de base du PCF une attitude à la fois offensive et fraternelle, débarrassée de tout sectarisme, avec pour objectif d'en gagner une partie au marxisme-léninisme.

Renforcer les capacités offensives du Parti

Dans une situation difficile au plan international comme au plan intérieur, notre Parti a consolidé ses rangs ; il a approfondi de manière importante son étude et élevé le niveau d'unification dans ses rangs ; il a développé son influence. Tout ceci a été noté par les congressistes.

Ainsi, un camarade de Fos-sur-Mer soulignait les acquis que le Parti avait accumulés dans cette période :

«Il faut prendre en compte la somme de travail fait par le Parti et les succès qu'il a remportés : nous, nous sommes intervenus aux côtés des travailleurs de la Solmer en grève, nous y avons développé l'audience et la présence du Parti. Pendant la campagne électorale, nous avons effectué un intense travail de propagande. Nous avons pris une série d'initiatives pour développer les idées du Parti, pour étendre son audience, travail qui doit continuer à porter ses fruits.»

Le Congrès s'est longuement penché sur des questions importantes pour l'amélioration du travail du Parti : la formation des cadres, le travail de masse des organisations du Parti, l'éducation dans le Parti, avec en vue la question fondamentale de l'amélioration du fonctionnement du centralisme démocratique sous tous ses aspects.

En conclusion de la riche discussion sur le rapport politique, c'est par un vote à l'unanimité que celui-ci a été adopté.

Le programme et les statuts du Parti

Pour la poursuite des travaux, les congressistes se sont répartis en commissions pour étudier le projet de programme et le projet de statuts élaborés par le Comité central sortant. Dans les cellules et les conférences fédérales ou de section, des centaines d'amendements avaient été rédigés dans le cours du travail préparatoire au Congrès. Quatre commissions travaillaient chacune sur une partie du projet de programme pendant qu'une cinquième examinait le projet des statuts. Le travail était déjà préparé par l'unification importante résultant de la discussion sur le rapport politique.

Les commissions ont examiné minutieusement tous les amendements transmis par les cellules pour en arriver à un texte élaboré de manière complète. Ensuite, rapportant leurs travaux en séance plénière, les commissions proposaient les amendements que le Congrès adoptait ou rejetait. Tous les délégués notaient la démarche particulièrement démocratique suivie dans l'élaboration des textes programmatiques du Parti. Chaque délégué de cellule pouvait, même si la commission n'avait pas retenu son amendement, le défendre devant l'ensemble du Congrès qui en définitive tranchait. Cette démarche a permis d'arriver à une grande unité dans les orientations arrêtées.

Tout au long de la discussion sur le programme et les statuts, les interventions ont été nombreuses. La question est de première importance : c'est le programme du Parti, le texte qui fixe les orientations et les tâches pour la période à venir. Ce sont les statuts, ensemble de règles qui fixent le fonctionnement d'un parti communiste. Chaque délégué, utilisant pleinement la démocratie prolétarienne, avait à cœur de participer à l'élaboration de ces textes fondamentaux pour le Parti.

Ce sont finalement un programme et des statuts plus précis, rendant pleinement compte de l'analyse que fait le Parti de la situation politique dans son ensemble qui ont été adoptés à l'unanimité.

Sur l'activité pratique

Le Parti avait prévu de réserver une partie des travaux de son 3^e Congrès à l'examen de questions touchant son activité pratique et quelques grandes questions qui nous sont posées aujourd'hui. C'est pour ce faire que des commissions — différentes des premières — ont été constituées ; sur le travail dans les entreprises ; sur le travail de masse du Parti dans son ensemble ; sur le fonctionnement du Parti ; sur l'unité des marxistes-léninistes ; sur le système de presse et d'agitation propagande du Parti.

C'est à partir d'une appréciation précise à la fois de l'ampleur du combat contre la bourgeoisie et du rapport de forces actuel entre le révisionnisme et la révolution que le Congrès a examiné l'ensemble des problèmes liés à l'activité du Parti pour parvenir au renversement de l'hégémonie

révisionniste, il est nécessaire d'adapter toujours mieux les armes dont dispose le Parti : améliorer le fonctionnement centralisé démocratique du Parti sous tous ses aspects, élargir considérablement les rangs du Parti, développer son influence dans les entreprises, adapter son système de presse et d'agitation propagande. Ces questions ont fait l'objet de riches discussions dans les commissions. Les expériences des cellules du Parti ont été analysées, confrontées, synthétisées ; des axes de travail en ont résulté pour la période qui s'ouvre maintenant. Les travaux de ces commissions ont abouti à un certain nombre de résolutions proposées en séance plénière, discutées, amendées et enfin adoptées par le Congrès.

Le Congrès s'est, au cours de cette phase de son travail, saisi d'une importante question, celle de l'unité des marxistes-léninistes. Les congressistes ont souligné les avancées réalisées de ce point de vue depuis le début de l'année 1978 ; ils ont mis en évidence la nécessité de poursuivre l'étude, notamment sur les questions internationales. Le Congrès a pris connaissance avec une grande attention du message fraternel adressé par le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, au 3^e Congrès de notre Parti. (Voir encart).

Les élections des organismes dirigeants

La dernière tâche du Congrès était l'élection des organismes dirigeants du Parti. Chaque cellule, chaque délégué au Congrès peuvent proposer les camarades qu'ils estiment les plus aptes à diriger le Parti jusqu'au prochain Congrès. Après la présentation d'une brève biographie pour chacun des candidats présentés par des organisations du Parti, le Congrès a élu parmi cette liste de candidats le Comité central et les suppléants du Comité central. Chaleureusement applaudi, le camarade Max Cluzot, qui dirige le Comité central du Parti depuis sa fondation, a été réélu secrétaire général du Parti, par le Congrès unanime. Le Congrès a également élu le secrétariat politique, et les commissions centrales de contrôle politique et financier.

L'allocation de clôture était prononcée par le camarade Alphonse Laux, vétérain

communiste et aussitôt après, une vibrante Internationale était chantée par tous les congressistes debout, poing levé.

Ce 3^e Congrès a été ainsi particulièrement riche. Il a enrichi, systématisé les acquis du Parti, portant ainsi l'unification du Parti à un niveau supérieur. S'appuyant sur cette unité renforcée, il a minutieusement examiné les questions liées à l'édification et au développement du Parti, mis à jour les obstacles qui peuvent entraver la progression des idées révolutionnaires et nettement défini les moyens de les balayer. Sur ces bases, le Parti se trouve en situation de développer son travail de manière offensive et d'assumer les tâches qui sont les siennes, et d'avancer résolument dans la construction du Parti de type nouveau. C'est dans cet esprit que les délégués se sont séparés pour rejoindre leurs postes de combat au cœur de la classe ouvrière et des masses populaires, dans les usines, dans les quartiers, dans les organisations de masse, partout où les travailleurs vivent et luttent.

Gérard PRIVAT

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

PROGRAMME ET STATUTS

adoptés par son TROISIEME CONGRES novembre 1978

Vous pouvez passer commande de cette brochure : «Programme et statuts adoptés au 3^e Congrès du PCR ml». Prix : 6 F + port.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cedex 19

Le camarade Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, au 3^e Congrès du PCR ml et au camarade Max Cluzot

Au nom du Comité central et de tous les militants du Parti communiste marxiste-léniniste, j'adresse à tous les délégués présents à votre Congrès, à tous les militants de votre Parti, aux membres de son Comité central sortant et tout particulièrement au camarade Max Cluzot, Secrétaire général sortant, l'expression de sentiments fraternels et sincères et le souhait d'un succès complet de vos travaux.

Le III^e Congrès du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste constitue un moment très important de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier de notre pays dans le cadre de la lutte des marxistes-léninistes contre le capitalisme monopoliste d'Etat en France et contre le révisionnisme moderne au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses du pays.

Vos assises sont réunies alors que la crise générale de notre société se traduit chaque jour davantage par des crimes et méfaits à l'encontre des ouvriers, des petits et moyens paysans, de tous les travailleurs français et immigrés qui souffrent de l'exploitation, de l'oppression et de la répression de la bourgeoisie sous quelque visage qu'elle se présente.

Vos assises sont réunies alors que les contradictions internes du Parti communiste français, aboutissement inévitable des révisions et abandons des principes du marxisme et du léninisme, connaissent un développement de plus en plus aigu et justifient pleinement et

historiquement la nécessité et l'urgence de l'édification d'un nouveau grand Parti révolutionnaire prolétarien.

Vos assises sont réunies également à une époque où la situation internationale connaît des bouleversements précipités qui confirment quotidiennement la justesse de l'analyse du Président Mao Taïtong, qui fonde la théorie des trois mondes, stratégie contemporaine de la révolution socialiste mondiale.

Nos assises sont réunies, enfin, comme instance statutaire revêtant une importance décisive pour l'aboutissement du processus d'unification entre votre Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et notre Parti communiste marxiste-léniniste.

Nos militants de base, cadres intermédiaires et membres du Comité central sont convaincus que l'unification dans un seul Parti marxiste-léniniste, qui n'aura été ni précipitée, ni formelle, pourra satisfaire aux justes exigences que vous et nous en attendons respectivement. (...)

(...) Le III^e Congrès de notre Parti vous a communiqué la ligne idéologique, politique et organisationnelle qui lui est apparue la plus opportune pour conduire à la réalisation pratique de notre unification. Depuis lors, les discussions entre nos militants ont remporté des succès encourageants et positifs non seulement au niveau des Comités centraux, mais aussi entre les militants de base et cadres intermédiaires. De nombreuses ac-

tions communes ont concrétisé ces progrès. Les convergences de nos pressions respectives sont devenues constantes. Les relations entre nous sont même passées du stade des relations entre amis au sein du peuple à celui de relations entre camarades basées sur la confiance mutuelle sans réserve. A notre avis le processus d'unification est désormais irréversible. (...)

(...) Cher Camarade Max Cluzot, chers Camarades dirigeants, cadres et militants de base du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, nous vous assurons que notre Parti communiste marxiste-léniniste accorde une très grande importance à votre III^e Congrès et place en vous une confiance fondée sur votre attachement aux impérissables principes du marxisme, du léninisme et de la pensée maoïstotoung. Nous vous assurons que notre volonté et notre espoir visent à réaliser que votre IV^e Congrès et le nôtre soient confondus dans les assises dans l'instance suprême d'un seul Parti, notre Parti consacrant le succès irréversible du processus d'unification.

Vive le III^e Congrès du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste !

Vive notre futur et commun Parti communiste, authentique représentant et défenseur des intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires de France !

26 octobre 1978

Résolution sur l'unité

Le 3^e Congrès du PCR ml a examiné l'avancée du processus d'unification avec le PCML. Il a apprécié comme un pas particulièrement important les progrès effectués depuis le début de l'année 78. L'impulsion d'une campagne électorale commune, le travail en commun de nos militants dans des comités locaux, les contacts ainsi noués à la base, ont permis que, sur la base d'une pratique commune, nos camarades apprennent à se connaître, et à développer les points d'accord. Les discussions engagées de manière régulière à tous les échelons de nos deux Partis ont permis, grâce à une étude sérieuse, un approfondissement de nos points de convergence. Elles ont permis de mieux apprécier les acquis idéologiques, politiques, organisationnels respectifs de nos deux organisations sur la base de leur propre pratique.

Sur la base de ces progrès déjà effectués dans l'unification, le PCR ml estime que l'unification des marxistes-léninistes au sein d'un même parti constituerait dans notre pays une arme importante pour combattre l'hégémonie révisionniste dans la classe

ouvrière et dans le peuple. Permettant de renforcer le travail communiste dans les entreprises, dans les syndicats, d'étendre l'influence de la presse et des idées communistes, elle permettrait également, grâce à la mise en commun et au développement des acquis des deux partis, que la nouvelle organisation s'engage plus profondément dans l'organisation et la mobilisation des masses populaires de notre pays.

Cette unification devra se faire sur la base d'une juste ligne politique et idéologique. Elle doit permettre un réel développement dans la pratique des principaux acquis du marxisme-léninisme, du maoïsme dans notre pays. L'élaboration continue d'une ligne politique sans cesse plus juste, sans cesse plus précise, l'édification d'une organisation sans cesse plus solide exigent que soit pleinement mise en œuvre la participation démocratique des cellules à l'édification de la ligne.

Ainsi, l'unité de nos deux organisations, leur fusion en un seul parti peut se faire, à notre sens, dans un délai convenable.

Résolution sur Le Quotidien du Peuple

Il y a trois ans, le Parti mettait en place le Quotidien du Peuple, devenu en 1977 son organe central. L'acquis que celui-ci constitue justifie pleinement l'effort consenti par tout le Parti. Il s'agit aujourd'hui, face aux tentatives de marginalisation dont il est l'objet d'en assurer la survie, d'en approfondir les acquis et de mieux l'adapter aux besoins du Parti.

● Pour assurer la survie, le Congrès fixe pour tâche au Parti de poursuivre l'effort engagé. Il souligne tout particulièrement : — la nécessité d'une prise en main offensive du contrôle de sa distribution, — la nécessité d'élargir sa diffusion militante en liaison étroite avec le travail de masse du Parti, en s'appuyant sur l'expérience positive de cellules d'entreprise. (...)

Il demande à tous les camarades du Parti de mener à bien l'effort important déjà engagé pour remplir les objectifs de la souscription financière.

● Pour approfondir les acquis du Quotidien du Peuple, le Congrès demande à tout le Parti, et à l'équipe

de rédaction en particulier, d'agir dans le sens :

— d'une couverture encore meilleure de l'actualité, et en particulier des luttes ouvrières et populaires avec ce que cela implique : correspondances ouvrières, réseau d'informateurs et de correspondants, journalistes régionaux.

— d'une politique d'ouverture offensive : parution de tribunes libres, réalisation de pages régulières exposant des points de vue contraires au sein du peuple, dans l'esprit d'œuvrer à son unité.

— d'un élargissement des rubriques régulières (économie, livres, histoire, logement, santé...).

— d'une meilleure transmission de chaque avancée nouvelle, de chaque décision importante du Parti.

● Pour mieux l'adapter aux besoins du Parti, le Congrès propose d'engager une réflexion sur la formule de parution du Quotidien du Peuple. Un grand nombre de cellules expriment le besoin de disposer d'un journal plus fourni et plus attrayant en fin de semaine :

— la possibilité de diffusion et de discussion est plus importante à ce moment.

— la formule actuelle, en mettant sur le même plan tous les numéros de la semaine, entraîne une mauvaise rentabilité de l'effort engagé par la réalisation de certains articles et reportages de qualité non liés à une actualité strictement quotidienne.

— une édition plus consistante en fin de semaine permettrait la parution d'articles prenant du recul et approfondissant la réflexion sur l'actualité de la semaine.

— cette formule ne viserait pas à juxtaposer un double système quotidien et hebdomadaire, mais à prolonger de façon originale la formule actuelle.

Cette réflexion doit, dans l'état actuel de l'effort que peut consentir le Parti, l'amener à établir une priorité entre l'augmentation de la pagination actuelle (réduite pour des considérations financières) et un effort particulier pour l'édition de fin de semaine.

Elle doit se faire avec le souci d'une augmentation de la qualité d'ensemble et de la diffusion de notre organe central tout en adaptant mieux aux besoins du Parti.

Le témoignage d'amitié des délégations étrangères

Au cours de la séance de clôture du 3^e Congrès, les représentants de nombreuses organisations étrangères, du Tiers-Monde et aussi d'Europe occidentale ont, par leur présence et leurs messages fraternels, témoigné de la solidarité internationale des peuples, de l'internationalisme prolétarien.

PALESTINE

Évoquant le dur combat mené par le peuple palestinien, dans des circonstances particulièrement difficiles, un représentant du Mouvement de libération nationale palestinien FATH, a déclaré : «Nous vous transmettons nos chaleureuses salutations révolutionnaires à l'occasion de la clôture de votre troisième Congrès. Nous souhaitons à votre parti encore plus de succès sur la voie de la réalisation des buts de votre peuple.

Nous vous affirmons, de par notre engagement dans le combat pour la libération et l'indépendance, que nous continuerons à porter le flambeau de la révolution. Nous vous affirmons que notre révolution armée se poursuivra jusqu'à la libération de toute la Palestine et l'instauration de la société démocratique et laïque.

«Vive la solidarité révolutionnaire entre les peuples du monde ! Révolution jusqu'à la victoire !» Au nom du «Mouvement du Liban arabe», né de la fusion de différents comités patriotiques libanais, un de ses représentants devait ensuite évoquer la lutte menée pour la liberté et l'unité du Liban, face au régime impérialo-sioniste.

ERYTHREE

Nafi Kurdi, représentant du Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.) en France a dans son message témoigné de la lutte que son peuple mène sans relâche depuis dix-sept années, contre le colonialisme éthiopien et l'impérialisme. Évoquant le degré d'indépendance «jusqu'à l'autarcie» qui a toujours caractérisé la conduite de cette lutte, le représentant du F.P.L.E. a rappelé que, sur plus de 90 % du territoire érythréen aujourd'hui libérés, s'édifie une société nouvelle et un authentique pouvoir populaire. Parlant de la solidarité avec le peuple éthiopien, lui-même victime des massacres de prélabbe. Car malgré l'hostilité des diverses puissances impérialistes, l'engagement militaire direct soviéto-cubain aux côtés de Mengistu, le peuple érythréen d'ouvrir des négociations sans préalable. Le peuple érythréen, a souligné Nafi Kurdi, n'est pas prêt à transiger sur sa revendication d'indépendance.

IRAN

Au nom de l'Union des étudiants iraniens en France, un de ses représentants a salué le 3^e Congrès du PCR, «qui a posé un nouveau jalon dans le travail inlassable que mènent les révolutionnaires français, et en particulier votre parti, pour la réalisation de la révolution en France, et pour promouvoir l'internationalisme prolétarien au Tiers-Monde» avec toujours été rigoureusement fidèle. Rappelant que «l'Iran appartient au Tiers-Monde» dans «des peuples constituent la principale force qui lutte aujourd'hui contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie des deux superpuissances», le représentant de l'U.E.I.F. a parlé de l'importance des luttes ininterrompues du peuple iranien qui secouent depuis plus d'un an la dictature du Shah. Il a évoqué également la complexité de la lutte : «Le peuple iranien souffre terriblement de l'absence de l'organisation révolutionnaire capable de le guider pas à pas vers la victoire de la révolution démocratique et nationale, capable de l'unir pour abattre l'impérialisme et la réaction ; il souffre de l'absence de la force armée qui lui est indispensable pour la conquête de la liberté et de l'indépendance nationale. Mais la lutte n'est pas terminée ; une nouvelle phase va bientôt s'ouvrir, au cours de laquelle, le peuple donnera un nouvel assaut encore plus violent, encore plus fort, à la forteresse ébranlée de la monarchie et de la réaction. (...) Au cours de cette étape, a ajouté le camarade iranien, de nombreux dangers guettent la révolution dont en particulier le danger de la pénétration et de l'agression de la superpuissance russe et de ses agents iraniens, la clique dirigeante du parti Toudéh, qui veulent remplacer un impérialisme par un autre, une superpuissance par une autre, dans cette région stratégique du monde.»

AMERIQUE LATINE

José Iriarte, représentant du Comité central du Parti communiste révolutionnaire de l'Uruguay a, dans son message, évoqué la lutte contre la dictature fasciste, lutte qui a permis notamment d'obtenir récemment la libération du secrétaire politique de ce parti, le camarade Mario Echenique.

Dans son message, la délégation de l'extérieur du Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine, rappelle quant à elle la lutte sans trêve du peuple argentin contre la férocité dictature de Videla, bénéficiant depuis son établissement en mars 1976 de l'appui des deux superpuissances, américaine et soviétique.

EUROPE

En Europe occidentale, les prolétariats se trouvent confrontés à des problèmes communs posés par l'évolution du continent. C'est ce qu'expriment les messages adressés à notre Congrès par la commission internationale du Comité central du M.L.S. italien (Mouvement des travailleurs pour le socialisme) : «Dans la conviction que la connaissance réciproque et le développement d'actions communes de la part des différentes forces révolutionnaires européennes constituent une tâche importante pour le développement d'un large front de lutte contre le monopole à l'intérieur de chaque pays, ainsi qu'une condition nécessaire pour battre les dessins hégémoniques des deux superpuissances, nous adressons le souhait de plus grand succès aux conclusions de votre troisième Congrès national.»

Et par le Comité central fédéral du parti du travail d'Espagne : «Les preuves de solidarité et d'appui politique que les forces et les partis progressistes français ont donné aux peuples d'Espagne pendant la lutte contre la dictature franquiste, doivent continuer aujourd'hui, par le renforcement des liens d'amitié entre nos deux partis.»

Notre pays adopte progressivement les formes et les institutions d'une démocratie bourgeoise, et les problèmes que rencontrent les classes populaires dans la lutte pour leur émancipation, sont identiques à ceux rencontrés par les autres peuples d'Europe.

L'élargissement du Marché Commun, la construction de l'Europe, les agissements des deux superpuissances, et les effets de la crise économique, sont des motifs précis pour développer des échanges de vue et la coopération entre nos deux partis. L'identité de principes qui nous unit constitue une base solide de notre amitié et une garantie dans notre marche vers le socialisme.»

Par ailleurs, témoin notamment de la lutte des peuples d'URSS contre la dictature social-fasciste de Brejnev, un message de «Libération arménienne», adressé à notre Congrès, évoque la poursuite, plus de soixante ans après le génocide de 1915, de la lutte du peuple arménien «contre les deux superpuissances» mais aussi «contre l'État turc», «pour l'édification d'une Arménie socialiste indépendante et réunifiée.»

Rappelons aussi la présence à la séance de clôture, du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique, du centre d'information sur le Mozambique...

Vive le 3^e Congrès du PCR ml

CE QU'ILS PENSENT DU CONGRÈS...

Alphonse, vétéran communiste de Lorraine :

● **Alphonse, vétéran communiste :** «*La conception de la démocratie dans notre Parti est totalement différente de celle qui existe dans le PCF.*»

Alphonse, de Clouange, en Lorraine, ancien mineur, et ancien ouvrier sidérurgiste à Sacilor Rombas, est aujourd'hui à la retraite. Dès 1936, à la mine de Trieux, où il travaille, il participe activement au mouvement de grève. C'est en 1947, alors que De Gaulle met sur pied son RPF, qu'il décide de rejoindre le PCF. Il milita 29 ans durant dans ce parti avant de le quitter finalement après le 22^e Congrès, pour rejoindre les rangs du PCR. Aujourd'hui, il poursuit activement le débat avec les militants du PCF. Syndicaliste CGT, il développe aussi l'action syndicale parmi les retraités.



«A la suite du 22^e Congrès du PCF, explique Alphonse, c'est

la suppression de la référence à la dictature du prolétariat qui m'a décidé à quitter ce parti. Je me suis posé la question : le PCF est-il encore un parti qui veut le socialisme ? Car sans dictature du prolétariat, on ne peut construire une société socialiste. J'ai vu aussi l'expérience chilienne : sans dictature du prolétariat, les fascistes ont repris le dessus et Allende est mort. Je me suis rendu compte aussi à l'occasion de ce 22^e Congrès que le centralisme démocratique n'était pas vraiment appliqué au PCF.

A la suite du 22^e Congrès, on nous a fait compte rendu de la première réunion du Comité cen-

tral du PCF qui avait été élu. Le secrétaire fédéral de la Moselle disait aux militants : «*Oui le PCF a changé.*» En quoi avait-il changé ? J'ai compris que je n'avais plus ma place dans ce parti. J'ai pris contact avec des camarades de notre parti, avec qui j'ai eu plusieurs discussions loyales et sincères. Je me suis dit, c'est avec le PCR que nous pouvons faire le nouveau parti communiste.

— **Quel bilan tires-tu de Ce Congrès ?**

— J'ai assisté à une bonne dizaine de conférences fédérales du PCF, mais la préparation de notre 3^e Congrès était totalement différente. J'ai été frappé du très large débat et de la très grande démocratie qui ont régné dans le Congrès. La conception de la démocratie dans notre parti est totalement différente de celle qui existe dans le PCF. D'abord, les camarades congressistes ont pu largement s'exprimer, et les discussions ont été menées jusqu'au bout, toujours en recherchant l'unité, et autant que pos-

sible l'unanimité. Les interventions, à partir de l'expérience des camarades, allaient dans le sens de préciser les tâches révolutionnaires de notre Parti. Cela a montré comment il y a eu un très large travail dans le parti, dans les cellules, dans les conférences fédérales.

C'est le travail de tous les militants qui a servi directement aux travaux du Congrès, par les propositions d'amendements aux statuts, au programme, par les interventions de délégués.

L'application du centralisme démocratique a permis d'enrichir les propositions politiques et de renforcer l'unité du parti.

— **Sur quels points estimes-tu que l'analyse politique a le plus progressé ?**

— D'abord sur le plan international, le Congrès a permis de préciser notre analyse, en particulier sur la lutte à mener sur les dangers de guerre. Il a permis également de préciser le développement de la crise politique

dans notre pays et les tâches qui en découlent.

— **Une part importante des travaux du Congrès a porté également sur le fonctionnement du Parti.**

— Oui, il y a eu un débat très riche sur la lutte à poursuivre contre le gauchisme, et certains défauts sectaires. Des décisions importantes ont été prises pour améliorer le fonctionnement du parti. C'est maintenant à tous les camarades de s'en emparer pour les appliquer.

— **En conclusion, comment vois-tu l'après Congrès ?**

— Maintenant il va nous falloir faire connaître largement les travaux du Congrès. Nous aurons l'occasion de le faire en poursuivant les discussions que nous avons commencées dans notre région avec des militants du PCF. Je suis persuadé qu'en suivant la ligne de notre 3^e Congrès, nous arriverons à construire le parti communiste dont la classe ouvrière a besoin.

Christine, Paris 18^e, un an de Parti

● **Enseignante, Christine, du 18^e arrondissement de Paris, a adhéré au PCR voici un an. Sensibilisée de longue date à la lutte anti-impérialiste, c'est à partir de là qu'elle en est venue à mettre en cause le capitalisme. Depuis le début des années 70, elle a milité à plusieurs reprises dans des groupes femmes. En même temps, elle a affirmé son opposition à toute conception isolant les femmes du combat de la classe ouvrière.**



— **Qu'est-ce qui t'a paru le plus marquant dans la**

tenue de ce congrès ?

— Au niveau de son déroulement, c'est la très large participation des militants présents. L'idée selon laquelle, on ne peut parvenir à un haut degré de centralisation que sur la base d'une très large démocratie, était matérialisée là. Il y avait une participation très importante des délégués, sur la base de leur expérience et de celle de leurs cellules. Sur tous les points, les camarades avaient beaucoup de choses à dire. Pour le rapport politique, pour le projet de programme, j'ai trouvé que c'était

bien amendé. Ce n'était pas simplement des interventions sur quelques points limités, mais grâce à la réflexion des camarades sur leur pratique, il y avait une réelle élaboration au sein du Congrès.

A posteriori, dans le cours du Congrès, je me suis rendu compte que la préparation, la discussion dans ma cellule, et dans la conférence fédérale de Paris, avaient été importantes pour la participation aux débats du Congrès. En ce qui me concerne, ma participation active au Congrès est liée à cette préparation. Ainsi, j'avais des idées déjà claires pour intervenir. Le déroulement du Congrès reflétait sa préparation.

— **Quels ont été pour toi les apports les plus importants de ce Congrès ?**

Il y a bien entendu la clarification politique sur toute une série de questions concernant la crise en France, et la situation internationale avec, par exemple, le débat sur les dangers de guerre. Mais il y a aussi, et c'est également fondamental, tout ce qui concerne la rectification dans le travail du Parti. Compte-tenu de mon expérience dans une cellule de quartier, j'ai été enthousiasmé par le rapport politique qui insiste notamment sur la nécessité pour chaque cellule d'avoir dans son activité, des objectifs précis, bien délimités, la nécessité de mener un travail systématique, non gauchiste, un travail en profondeur permettant d'accumuler des forces et ainsi de peser sur la transformation de la réalité. Une ligne juste est essentielle, mais ça ne suffit pas. Et l'importance de ces questions

apparaît d'autant plus nettement lorsqu'il s'agit de convaincre des militants du PCF, en contradiction avec leur parti mais, qui du fait de leur expérience, de leurs déboires, ne sont pas prêts à adhérer à notre Parti comme ça. Leurs exigences mêmes doivent nous aider à avancer.

Mais, bien entendu, une autre condition, qui est essentielle pour une intervention efficace du Parti, c'est d'avoir, comme le souligne avec force le rapport politique, une appréciation correcte de l'état de développement de la contradiction bourgeois-prolétariat.

Un autre point m'a semblé également important, c'est les perspectives tracées pour l'unité des marxistes-léninistes. Je pense que la réalisation de l'unité serait une chose positive, importante.

Rdzyslaw, 24 ans, ouvrier à la Lainière de Roubaix

● **Rdzyslaw, 24 ans, d'origine polonaise, est ouvrier du textile à la Lainière de Roubaix. Militant du PCR depuis 1974, il contribue activement au travail de la cellule d'entreprise. Il est aussi un membre actif de la section CGT de l'usine.**



— **Tu as participé au 3^e Congrès du PCR en tant que délégué, qu'est-ce qui t'a particulièrement marqué dans le Congrès ?**

Tout d'abord, je tiens à dire que c'est la première fois que je participe à un congrès communiste et d'une certaine manière j'ai été surpris...

En effet, quand on n'a jamais participé à un tel congrès on ne

voit pas concrètement comment l'élaboration de la ligne est issue d'une lutte d'idées et on garde une certaine vision «monolithique» des choses... Les interventions n'ont pas repris purement et simplement ce qui a été présenté mais il y avait une volonté manifeste de se saisir des questions posées dans le rapport politique, d'enrichir, d'avancer des points nouveaux. A certains moments on sentait qu'il y avait une lutte au sein même du congrès et au terme de cette lutte au sein même du Congrès, il en ressort une profonde unité.

— **Quels enseignements tires-tu concernant la conception du Parti ?**

Un point qui me paraît particulièrement important c'est notre capacité à s'unifier en profondeur, à résoudre les contradictions. Le rapport politique met clairement en lumière cette

exigence, il souligne l'importance du débat politique dans les cellules et la nécessité de ne pas trancher de manière mécanique ou sectaire vis-à-vis de conceptions divergentes mais de partir de la volonté de s'unir sur la base d'une pratique commune et dans un climat de confiance où règne une large démocratie. Et c'est un point important que d'avoir indiqué clairement le critère de la capacité à traiter les contradictions comme un nouveau critère dans le choix des cadres.

En liaison avec ce point, il faut élargir les rangs du Parti. Si on intègre des camarades, il y a toujours des questions qui resteront dans la tête et c'est normal, mais l'important c'est d'arriver à faire en sorte que ces questions soient clairement posées en cellule et débattues à fond dans un climat de confiance...

Un autre point ressort également de ce Congrès : dans le rapport du Parti aux masses a été clairement indiqué l'import-

ance de l'enquête systématique, large et approfondie avec les travailleurs... C'est un point important pour mesurer précisément l'avancée des aspirations révolutionnaires chez les travailleurs en évitant les points de vue rapides et superficiels.

— **Que penses-tu de ta participation au Congrès ?**

Prendre la parole dans les réunions plénières surtout au début, ce n'est pas si facile. On se dit que peut-être ce qu'on dira ne fera pas avancer les choses et puis il faut que ce soit réfléchi, argumenté... Au début, dans notre délégation on hésitait à intervenir, pourtant on a une expérience, des éléments spécifiques à apporter. Mais pendant un moment, on a eu des difficultés à s'intégrer pleinement. Cependant, il y a une «dynamique» du Congrès qui fait qu'on se sent en quelque sorte «pris» dans l'élaboration de la ligne.

— **Au terme de ce Congrès, quel est l'état d'esprit ?**

Pour les camarades qui ont participé au Congrès, je crois qu'il y a un réel enthousiasme et une volonté de populariser largement les acquis nouveaux du Parti, de les faire rapidement passer dans la vie.

Sur notre entreprise, concrètement on compte avancer beaucoup plus avec les militants du PCF et l'expérience des camarades de Lorraine au Congrès était intéressante de ce point de vue. Elle a montré les possibilités qui existaient. Suite au Congrès, c'est un point sur lequel nous allons porter notre attention.

D'autre part, sur l'entreprise une grève vient de se terminer, et on veut mener un débat large et une enquête approfondie afin d'en tirer un bilan sérieux, ne pas en rester à une vision superficielle des choses. Enfin, nous allons sortir un bulletin de cellule qui popularisera largement les acquis du Parti. Aujourd'hui notre volonté et notre capacité d'offensive sont plus grandes, pour développer largement notre cellule d'entreprise.

A LIVRES OUVERTS

Mais qui donc aura
le Goncourt ?

Vient de paraître

LA RÉPUBLIQUE SE MEURT
Chronique 1956 - 1958
de Michel Winock
Éditions Le Seuil
— Prix : 42 F

Ce sont les souvenirs d'étudiant de cette époque. L'auteur nous rappelle la politique coloniale menée par les politiciens socialistes : les Mollet, Lacoste, Lejeune, etc. Il nous rappelle également comme cette chambre, élue le 2 janvier 1956, où les partis dits «ouvriers» (PCF et SFIO) avaient la majorité, votera les pleins pouvoirs à Guy Mollet pour qu'il mène la guerre coloniale en Algérie, puis comment cette même chambre fera appel à De Gaulle l'homme providentiel.

Les analyses de l'auteur où l'on discerne mal les réflexions de l'étudiant de 1956 de celles du professeur d'aujourd'hui, rejoignent par contre celles des nouveaux philosophes actuels. On pourrait les résumer ainsi : «*Ça vous passera avant que ça me reprenne*». Mais on a écrit peu d'ouvrages sur cette période et dans ce sens le rappel des événements historiques que l'on trouve dans ce livre ne manque pas d'intérêt.

MERSONNE NE M'AIME
Nicole-Lise Bernheim et
Mireille Cardot
Éditions des autres

Roman policier l'intitulent avec humour ses auteurs. Des auteuses diraient-elles ? Ce sont des femmes, en effet, qui se jettent courageusement dans le genre créé par San Antonio. Elles y réussissent parfois avec talent. Quelques pages grinçantes, d'autres franchement comiques, une magnifique tirade dans le genre conte-de-fées-parodié sur les grandes dynasties bourgeoises.

Elles touchent à tout, en un style croustillant au début, lassant en fin de livre, n'évitant pas le piège de la vulgarité, voire de l'obsénité : la femme, l'homme, le couple, la police, la société de consommation, la torture, la guerre... Quelques paragraphes féroces sur un certain féminisme.

A noter

LA CRISE MARX ENGELS
textes réunis par Roger Dangeville chez Christian Bourgois
Collection 10/18.

La fièvre monte chez certains éditeurs... C'est lundi 20 novembre en effet que va être décerné le prix Goncourt, qui rapportera gloire et argent à l'écrivain gagnant mais surtout plein de gros sous à son éditeur. Car le Goncourt est une affaire de taille, et représente une valeur sûre ; l'éditeur pourra sans crainte le tirer à 300 000 exemplaires avec la certitude de les vendre. L'enjeu est donc trop important pour que les maisons d'édition laissent les choses au hasard.

Regardons-y de plus près : 10 écrivains composent le jury Goncourt, mais ce ne sont pas des jurés neutres en ce sens qu'ils sont liés à un éditeur particulier : celui qui édite leurs propres œuvres. Ainsi, on peut lire la composition actuelle du jury Goncourt de 2 façons : A. Salacrou, M. Tournier, F. Nourissier, H. Bazin, A. Lannoux, F. Mallet Jorris, R. Sabatier, A. Stil, J. Cayrol, E. Robles, c'est une première version ; mais il en est une autre, à savoir tant de voix pour les éditions Gallimard, tant pour Grasset, tant pour Seuil, tant pour Albin Michel, etc.

Or, les jurés subissent de multiples pressions pour faire le bon choix ! Les éditeurs multiplient leurs offres pour

s'assurer telle ou telle voix. Par exemple, on peut proposer à un juré la réédition d'une de ses anciennes œuvres qui n'a pas particulièrement bien marché. Ou encore, lui proposer de faire écrire un livre en son nom par un «nègre» avec succès garanti : Les éditeurs ne lésinent pas dans cette rude bagarre.

Cette année, parmi les 6 favoris on relève : Patrick Modiano édité chez Gallimard, Georges Perec chez Hachette, Alain Bosquet chez Grasset, Jean Didier Wolfrom chez Grasset aussi, Dominique Fernandez chez Grasset encore, Agustin Gomez Arcos chez Stock.

Inutile de préciser pour quelle œuvre ils sont «goucourables» puisque c'est plus la victoire d'un éditeur que la récompense d'un roman. Le bruit court que cette année ce serait l'éditeur Grasset qui aurait le Goncourt !

Voilà à peu près, le calcul : naguère, avec 5 voix, Gallimard contrôlait le jury. Mais Hachette a absorbé Grasset l'an dernier : trois voix. Or, Hachette était déjà présent au jury, par l'intermédiaire d'Albin Michel : Gallimard est détrôné !

Dis-moi qui t'édite, je te dirai quel prix tu auras...

Paul Nizan publie *Chronique de septembre** en mars 1939.

Dans ce livre, il fait le récit des événements diplomatiques du mois de septembre 1938, jour après jour, heure après heure parfois, qui se sont soldés par l'acceptation des gouvernements français et britannique de céder à Hitler en signant les accords de Munich.

Nizan a pu suivre de près ce véritable ballet diplomatique qui s'est tenu tour à tour à Londres, Paris, Berchtesgaden, Prague, Rome, Munich, et dont les interprètes principaux ont été Chamberlain, Premier ministre de Grande Bretagne, Daladier, Président du Conseil français, et tout le corps grouillant de diplomates... Oui, Nizan a suivi ces mystérieuses allées et venues de près parce qu'il était alors chef du service étranger à *Ce Soir*, quotidien du soir du PCF.

Et ce mois de septembre 1938 est vécu par le rédacteur diplomatique qu'est Nizan comme une avalanche d'informations contradictoires, de déclarations et de démentis, comme si l'histoire se précipitait brusquement. Pour lui, journaliste, le problème est crucial : «*Il fallait tout appliquer en hâte ; l'heure des éditions commandait ; le public impatient de savoir si la guerre ou la paix l'emportait, attendait les nouvelles comme du pain... On voyait qu'il fallait risquer et décider pour une version qu'on savait sans doute au moins prématurée*».

6 mois après les accords de Munich, Paul Nizan sent la nécessité de prendre du recul et d'essayer d'agencer les pièces du puzzle : ses sources d'information

sont diverses : il utilise les documents d'agence, les témoignages verbaux... C'est là la matière de *Chronique de septembre*.

Nizan retrace d'abord, toujours en juxtaposant le maximum d'informations, le jeu diplomatique du gouvernement britannique et fran-

çais qui est fait de «résistance et de recul» par rapport aux exigences allemandes. Alors que le 11 septembre 1938 le gouvernement anglais adresse un avertissement à Hitler, le 13 septembre Chamberlain décidait de se rendre à Berchtesgaden pour avoir un entretien avec Hitler. Le résultat fut l'acceptation par les gouvernements britannique et français des revendications d'Hitler sur les Allemands des Sudètes. Et Daladier et Chamberlain s'engagèrent même à faire pression «amicalement» sur le gouvernement tchécoslovaque pour qu'il se soumette aux ambitions d'Hitler à savoir le rattachement au Reich des Allemands des Sudètes.

Le 22 septembre, Hitler se montre encore plus exigeant : il remet à Chamberlain un

mémorandum qui n'est en fait rien qu'un ultimatum : cessation immédiate de vastes zones en Tchécoslovaquie ou invasion par l'armée allemande du territoire tchécoslovaque. D'un côté, les réactions des gouvernements anglais et français montrent une certaine volonté de

résistance, d'un autre côté, on affiche un certain optimisme et une confiance dans le désir de paix de Hitler tout à fait déconcertante.

A Munich cela sera la capitulation complète puisque Chamberlain et Daladier acceptent de livrer la Tchécoslovaquie au Führer.

L'ouvrage apparaît comme un remarquable travail de par la somme des informations réunies, de par le traitement implacable que Nizan leur applique : il vérifie tout, met en évidence les diverses interprétations d'un même événement, (par exemple, Daladier qui donne à la Chambre, une «version beaucoup plus elliptique» de l'entrevue de Berchtesgaden que Chamberlain lui-même), relève les contradictions apparentes dans les attitudes des diplomates («il y a un mystère de Godesberg, le mystère

de la métamorphose qui fait que M. Chamberlain est entré chez M. Hitler avec un air «terriblement résolu en est ressorti derechef décidé à battre en retraite».

Ce traitement minutieux et rigoureux que Nizan fait subir à l'information, sa volonté de rester objectif, sa distance volontaire par rapport aux personnages (aucun portrait par exemple de Chamberlain, de Daladier ou de Hitler) même s'ils donnent à cette œuvre une certaine sécheresse, une austérité un peu rébarbative, font l'intérêt de l'ouvrage.

Après l'exposition rigoureuse de ces faits, après avoir analysé la position de l'URSS en ce mois de septembre 1938, celle des Etats-Unis, le rôle joué par Mussolini, Nizan s'interroge : et si Munich n'avait été qu'une vaste mystification ? Si toutes les journées qui ont précédé Munich, avec les mesures de mobilisation en Angleterre et en France, l'état d'alarme dans lequel se trouvait l'opinion, n'avaient été qu'une vaste mise en scène destinée à faire accepter par l'opinion la solution de Munich comme un «miracle de dernière heure, quelles que fussent les conditions du règlement ?». Il va sans dire que dans cette hypothèse là, tout cela aurait été orchestré à l'avance par Hitler et Chamberlain, et par voie de conséquence par Daladier...

Michèle ROUX

Chronique de septembre
de Paul NIZAN
Éditions Gallimard — 225 pages
Prix : 48 F

Auteurs et éditeurs :
une situation de dépendance
totale

Interview de François Caradec
Vice président du SELF
(Syndicat des Ecrivains de Langue Française)

Actuellement les contrats qui lient un écrivain à un éditeur sont tels qu'ils mettent l'auteur dans une situation grotesque de dépendance totale vis-à-vis de l'éditeur.

Ainsi l'auteur est lié à l'éditeur par le droit de préférence, qui l'oblige à présenter les 4 manuscrits suivant sa première publication au même éditeur, sans être certain que l'éditeur acceptera de les publier, car l'éditeur choisit.

De même, dès le premier article du contrat, l'éditeur s'approprie l'œuvre pour la durée de «la propriété littéraire», c'est-à-dire la vie de l'auteur + 50 ans. L'auteur n'est donc plus propriétaire de son œuvre ! Il faut savoir également que lorsqu'un écrivain cède son œuvre à un éditeur, il lui cède également par contrat tous les droits d'adaptation et de reproduction (traductions, adaptations pour cinéma ou télévision etc.). On appelle cela les droits annexes.

On doit enfin mentionner «la passe», qui veut que l'éditeur retienne 10 % des exemplaires vendus, pour son propre compte, et ce pour compenser les pertes ou les frais des services de presse, etc.

Ce mépris de l'existence économique des auteurs compromet la création littéraire.

Mais si l'écrivain est lié à l'éditeur, l'éditeur lui-même est lié au distributeur. Les maisons d'édition deviennent des filiales des sociétés de distribution et

n'ont plus la liberté de choisir leur publication.

Et l'esprit actuel des prix littéraires correspond tout à fait à cette course au profit maximum qu'engagent distributeurs et éditeurs. Personnellement je trouve inadmissible qu'on attribue des prix littéraires, et je trouve grotesque tout le scandale qui est fait autour.

Je refuserais de faire partie d'un jury littéraire si on me le demandait car je me douterais des pressions qui seraient exercées sur moi.

Il est évident que le prix Goncourt par exemple est étroitement lié au poids d'un éditeur dans le jury, à tel point que l'on peut imaginer que lundi soir à Carpentras, un représentant d'une maison d'édition qui rencontrerait le représentant de la maison d'édition lauréate du Goncourt, le congratulerait comme si c'était lui qui avait personnellement remporté le prix et que celui-ci lui payerait à boire pour fêter cette victoire !

Le Syndicat des Ecrivains de Langue Française existe depuis 1975 et compte 300 adhérents. Son objectif est de garantir l'avenir matériel des écrivains, et par la même occasion celui du patrimoine culturel de la France. Le dialogue avec les patrons de l'édition n'ayant rien donné, le SELF compte déposer devant tous les partis politiques un projet de modifications à apporter à la loi qui régit les contrats avec les éditeurs.

FRANÇAIS-IMMIGRÉS,

● Depuis le début de l'été, la direction de la Sonacotra a poursuivi devant les tribunaux plusieurs dizaines de résidents. Son but : mettre fin à une grève qui dure depuis bientôt quatre ans, et qui rassemble aujourd'hui trente mille résidents, autour du Comité de coor-

dination. Ces dernières semaines, les expulsions et les agressions policières se sont multipliées à Gennevilliers, Massy, en Lorraine... Samedi, la manifestation convoquée à Barbès montrera à la Sonacotra et à Stoléro que les résidents ne se laissent pas intimider,

qu'ils continueront leur lutte.

Poursuivis pour leur lutte dans les foyers, les travailleurs immigrés sont aussi les premiers licenciés dans les usines. Face aux divisions entretenues par la bourgeoisie, construisons l'unité Français-Immigrés !

Egalité des droits !

Il y a dans notre pays deux millions de travailleurs immigrés de très nombreuses nationalités. Les plus nombreux aujourd'hui sont originaires d'Afrique du Nord. Tous sont venus en France poussés par la nécessité de trouver un travail qu'ils ne trouvent pas chez eux. Dans leur pays en effet règne ou régnait il n'y a pas si longtemps la misère due le plus souvent à la domination économique et politique des

pays capitalistes les plus développés, la France en particulier. Venus en France pour échapper à la misère, ils n'ont pas trouvé chez nous ce que souvent ils attendaient. Non seulement ils sont déracinés, mais de plus ils doivent accomplir les travaux les plus pénibles et les plus sales. Ils sont en butte au racisme, aux tracasseries administratives et policières ; ils sont privés des droits politiques fondamentaux. Ils sont logés le plus souvent dans des conditions scandaleuses. Aujourd'hui la bourgeoisie mène contre eux une campagne raciste pour leur faire endosser la responsabilité du chômage et pour diviser les travailleurs français et immigrés. Contre eux elle a pris les mesures Stoléro afin d'en expulser un grand nombre. La bourgeoisie suscite contre eux des crimes racistes dont les auteurs bénéficient de l'impunité la plus totale. Pour la bourgeoisie les travailleurs immigrés sont une main d'œuvre à bon marché qui doit rester docile et accepter



la condition scandaleuse qui est la leur.

Nos deux partis le PCR ml et le PCML qui se placent sur les positions révolutionnaires du prolétariat considèrent les ouvriers immigrés comme partie intégrante de celui-ci. Les travailleurs immigrés qui sont à 95 % des ouvriers, représentent 20 % de la classe ouvrière de France.

Nos deux partis travaillent à l'unité de la classe ouvrière et en

particulier entre les ouvriers français et immigrés. Cette unité est nécessaire car les uns et les autres ont les mêmes intérêts de classe. Ils subissent ensemble l'austérité imposée par la bourgeoisie et très souvent se battent côte à côte sur les mêmes revendications, contre les licenciements pour de meilleurs salaires etc...

Aujourd'hui des milliers d'ouvriers luttent aussi contre les

conditions indécentes de logement, contre les expulsions dont ils sont victimes. Ils exigent l'abrogation des mesures Stoléro. Nous devons soutenir ces revendications.

— A travail égal, salaire égal.

— Egalité des droits entre Français et Immigrés.

— Liberté de circulation,

— Liberté d'organisation politique, syndicale et culturelle sur la base de leur propre nationalité.

POURQUOI L'IMMIGRATION ?

L'immigration comme le chômage sont des produits du capitalisme. Pas plus que les Bretons ou les Auvergnats n'ont choisi de venir travailler à Paris ou dans quelque autre grande ville, les Polonais d'avant guerre, les Espagnols, Italiens, Portugais ou Algériens n'ont choisi de quitter leurs familles et leurs pays pour venir travailler en France. C'est la misère qui les y a poussés.

D'où vient cette misère qui contraint des milliers d'hommes à s'expatrier ? Depuis le début du siècle le monde est dominé par quelques pays capitalistes développés. Ces pays en ont envahi de nombreux autres plus pauvres avec leurs marchandises et leurs capitaux. Ils ont ainsi freiné le développement économique de ces pays. Ce fut le cas de la Pologne avant la guerre, du Portugal ou de la Turquie aujourd'hui dont ils ont ruiné l'économie nationale.

Dans d'autres pays directement colonisés, ils ont exproprié massivement les paysans, les réduisant à la plus extrême misère, transformant des pays entiers en réserve de travail pour les pays riches.

Les gouvernements successifs en France et le patronat ont depuis un siècle environ organisé l'immigration. Pour cela ils ont passé (et ils continuent à le faire) des contrats avec certains pays, en y installant des agences de recrutement, en mettant sur pied des organismes officiels de migration.

Dès la guerre de 1914-18 l'État français a enrôlé des contingents de travailleurs des colonies pour soutenir l'industrie de guerre (220 000 en tout dont 132 000 Nord-Africains). Depuis le mouvement n'a jamais cessé.

Le recours à l'exploitation de la force de travail des immigrés présente de nombreux avantages pour les capitalistes. Ce sont des ouvriers qui arrivent en France prêts à produire, dont l'État français n'a pas eu à supporter les charges d'éducation. Ils arrivent le plus souvent sans leur famille. Ils acceptent plus facilement que les travailleurs français des conditions de vie et de travail très dures. Enfin, une fois qu'ils sont usés ou devenus indésirables pour les profits, ils peuvent être expulsés. Voilà pourquoi les capitalistes ont recours aux travailleurs immigrés.

La bourgeoisie nourrit le racisme

● La bourgeoisie fait venir en France des travailleurs immigrés quand elle en a besoin, quand ses profits l'exigent. Mais quand la crise économique est là, quand les relations avec certains pays (tels que l'Algérie) se dégradent, ou quand les travailleurs immigrés refusent la situation scandaleuse qui leur est faite, alors là la bourgeoisie ne s'embarrasse plus guère d'humanisme. Elle suscite des campagnes racistes, des attentats ou des crimes, elle organise les expulsions contre les travailleurs immigrés.

Depuis plusieurs années la bourgeoisie a engagé l'offensive anti-immigrés. Toute une série de mesures ont été prises pour limiter l'immigration et la soumettre à un contrôle policier étroit.

Les circulaires Fontanet-Marcelin

En 1972 les circulaires Fontanet-Marcelin obligeaient les postulants à l'immigration à avoir en poche un contrat de travail d'un an pour pouvoir entrer en France. Une fois en France ils devaient attester qu'ils avaient un logement régulier, faute de quoi ils étaient expulsés. Enfin toutes les démarches concernant les immigrés devaient être faites désormais à la Préfecture de police à Paris, dans les commissariats en province. Ces mesures mettaient donc les immigrés sous le contrôle étroit de la police et accroissaient considérablement les tracasseries administratives en même temps qu'elles restreignaient l'entrée des travailleurs étrangers en France.

Les mesures Stoléro

Au printemps 1977 Stoléro décidait d'attribuer un million de francs à tout immigré volontaire pour repartir dans son pays. C'était là une escroquerie qui connut un lamentable échec.

En septembre 1977 furent prises les mesures Stoléro qui instituaient :

— L'arrêt de la délivrance de toute nouvelle carte de travail,

— L'extension du million pour « l'aide au retour »,

— La suspension de l'immigration familiale. Les travailleurs immigrés ne pouvaient plus faire venir leur famille.

Ces mesures ont pour objectif de réduire l'immigration. Elles faisaient des immigrés les boucs émissaires en ce qui concerne le chômage. Ces mesures correspondaient aux vœux du patronat qui, au cours de ses assises annuelles en janvier 1977, avait réclamé le départ d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985. (Voir encadré). Répondant à l'époque aux critiques et à l'indignation que suscitaient ces me-

ures, Stoléro déclarait : « Une campagne mensongère essaye de faire croire aux travailleurs français que la France mène une politique autoritaire de renvoi, une politique raciste. Cette présentation est fautive... »

Régularisation de la détention arbitraire

Ces déclarations de Stoléro étaient démenties en décembre 1977. Une circulaire de Peyrefitte et Bonnet régularisait la détention arbitraire des travailleurs immigrés. Ce qui s'était fait clandestinement à Arenc auparavant pouvait dorénavant l'être régulièrement, pendant sept jours dans n'importe quelle prison. Pour Stoléro ce n'est pas là l'indice d'une politique autoritaire de renvoi.

Des assassinats par centaines

Ces mesures avaient pour toile de fond des campagnes du pouvoir ponctuées par des crimes racistes. Il ne se passe pas de semaine sans qu'on apprenne des agressions contre les travailleurs immigrés.

Si l'on prend l'immigration algérienne depuis 1971, 70 travailleurs algériens ont été assassinés pour des motifs raciaux ou politiques. Des organisations fascistes nommées « Commando Delta », « Charles Martel » ont été organi-

sées à cela. On ne compte pas le nombre des victimes d'agressions qui ont été seulement blessées. La bourgeoisie se garde bien de publier des chiffres sur ce qu'il convient d'appeler l'insécurité des travailleurs immigrés sur laquelle elle fait le silence le plus total.

Des criminels racistes inspirés par le pouvoir

Chaque fois qu'une difficulté se pose entre certains pays arabes et la France (en 1973 pour l'augmentation du prix du pétrole, il y a un an au moment de l'intervention française au Sahara occidental etc...) une presse spécialisée directement inspirée par le pouvoir mène des campagnes de haine raciale et lance de véritables appels aux meurtres qui se traduisent dans les faits.

Jamais les auteurs de ces meurtres n'ont été inquiétés et les rares fois où ils ont été appréhendés, ils ont bénéficié de non lieux, même lorsqu'ils ont avoué leurs crimes.

Aujourd'hui la cible de Stoléro ce sont les résidents de la Sonacotra. Faute de pouvoir casser la grève, Stoléro et la Sonacotra ont engagé des poursuites contre certains résidents en vue de les expulser. Cependant toutes ces mesures, cette politique raciste du pouvoir ont eu pour effet d'élargir la lutte des travailleurs immigrés.

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

Dans la lutte au coude à coude

● Fin mai, cette année, les 600 O.S. des grandes presses de Renault Flins, majoritairement immigrés, étaient en grève, sur les qualifications et les salaires. A plusieurs reprises, les nervis les ont attaqués, les flics les ont expulsés de leurs ateliers. Cette lutte déterminée a été suivie avec une grande attention, dans les usines du pays. Parce que c'était une des premières grandes grèves d'après les élections, parce que Renault, ça compte. Parce qu'aussi, les revendications des grévistes de Renault étaient largement celles de l'ensemble de la classe ouvrière. Renault était en lutte, les travailleurs se sont sentis concernés.

Déjà, quelques semaines plus tôt, les ouvriers des chantiers des centrales nucléaires de Braud Saint-Louis, en Gironde et de Dampierre-en-Burly, près d'Orléans, avaient mené une dure lutte. Là encore, les travailleurs immigrés constituaient la majorité. Aujourd'hui encore, chez Azur, une entreprise de biscuiterie, à Vincennes, des ouvrières, en majorité portugaises, occupent leurs ateliers, et ont

remis en route leurs machines, pour populariser leur lutte, et refuser les licenciements.

Indéniablement, les travailleurs immigrés occupent aujourd'hui toute leur place dans les luttes de la classe ouvrière. Ils y affirment leur refus d'être traités comme du bétail, à l'usine et au foyer. A la manifestation du 8 juillet à Paris, contre les procès de la Sonacotra, un ouvrier africain de l'usine de Flins nous



montrait sa lettre de licenciement. Malgré la répression, il continuait à se battre.

Dans la plupart des luttes d'usine, travailleurs immigrés des différentes nationalités et travailleurs français se retrouvent au coude à coude, sur les mêmes revendications. Chez Azur, par exemple, ouvrières portugaises et ouvrières françaises, il n'y a plus de différence : dans la prise en mains des tâches, dans la conduite de la lutte, ces vieilles divisions apparaissent pour ce qu'elles sont, un obstacle sur la route de la victoire.

Pourtant, la bourgeoisie ne ménage pas ses efforts. Dans la sidérurgie lorraine par exemple,

les maîtres de forges ont joué habilement pour désamorcer la riposte, en licenciant prioritairement les immigrés. De plus en plus, les patrons n'embauchent plus les travailleurs étrangers que sous contrat, pour les empêcher de prendre part aux luttes, et les licencier plus facilement. A Foulon, dans le 20^e arrondissement de Paris, une lutte avait eu lieu en 77, dans laquelle les ouvriers immigrés avaient massivement pris leur place. Aussitôt après, la direction a licencié, ou forcé à prendre leur compte une partie importante d'entre eux. Pour les nationalités qu'elle embauchait avant, il n'y a désormais plus de place. Elle embauche sous contrat des réfugiés d'Asie du Sud-

Est, dont elle sait qu'ils ne sont pas pour l'instant en mesure de lutter...

Par toutes ces mesures sélectives, la bourgeoisie fait doublement peser, chaque fois qu'elle peut, le poids de la crise et du chômage, en désignant comme responsables de la situation les travailleurs immigrés. C'est une lourde hypothèque sur l'avancée des luttes, qu'il nous faut lever pas à pas. Pour surmonter ces divisions, nous avons l'acquis positif des luttes communes, la solidarité qui s'est frayée son chemin dans plus d'une grève. Il faut encore l'explication patiente de la réalité vécue par les travailleurs immigrés, bien souvent ignorée des travailleurs français.

Quatre ans de lutte dans les foyers Sonacotra Le PCF contre la grève

● «Je ne comprends pas pourquoi mon parti n'a pas voulu venir, je pense que c'est une erreur...», nous disait un jeune du FJT à la cité qui entoure le foyer Romain Rolland de Saint Denis. Ce jeune était au PCF, c'était juste après l'expulsion de 18 délégués du Comité de coordination des foyers Sonacotra, en avril 76. Trois délégués du foyer Romain Rolland venaient d'être expulsés. Les résidents organisaient une manifestation pour protester contre cette répression, et pour populariser leur lutte. A la mairie de Saint Denis, il n'y avait personne... C'est pourtant une municipalité PCF, qui prétend défendre les intérêts des travailleurs.

Non, le PCF n'était pas à la manifestation des résidents. Par contre, quelques jours plus tard, il organisait «sa» manifestation à Saint Denis, à grand renfort de délégations des municipalités PCF de la région parisienne. Sur certaines pancartes, on pouvait lire : «Le gauchisme conduit à la répression !» Voilà toute la «solidarité agissante» dont le journal *l'Humanité* parlait alors à longueur de colonnes. C'était en 76.

Aujourd'hui, plus de deux ans après, la pratique est toujours la même. A Thionville, à Metz, où le PCF se targue pourtant de faire des comités anti-expulsions, il n'a pas levé le petit doigt devant la répression contre les résidents. Quand des militants du PCF à Thionville ont demandé à leurs responsables pourquoi une telle

attitude, ils ont eu pour toute réponse : «On s'en occupe, on s'en occupe». Il y avait pourtant 13 expulsions ! Cette attitude constante de leur direction a fait dire à ces militants : ce n'est pas une erreur, mais bien une ligne politique décidée.

Dès le début de la lutte dans les foyers Sonacotra, les résidents ont cherché à se regrouper, à mettre sur pied une plate-forme de lutte commune. Petit à petit, ils ont constitué leur comité de coordination, rassemblant les délégués des foyers en lutte. Cette organisation qu'ils se sont donnée a fait la preuve, en 4 ans de lutte, de sa force, de sa représentativité. C'est bien grâce à cette unité forgée pas à pas, contre les divisions entre différentes nationalités, entre dif-

férentes situations spécifiques, qui a fait la force de la lutte.

Dès le début, le PCF a fait exactement l'inverse. Alors qu'il était clair, pour les résidents, qu'il n'était pas possible de gagner foyer par foyer, le PCF par l'intermédiaire le plus souvent de la CGT, a carrément essayé de mener des négociations foyer par foyer, dans le dos des résidents. Au lieu de rechercher l'unité, à l'intérieur des foyers, il a tenté d'impulser des comités CGT. Le résultat de ces pratiques, quand elles réussissent à s'imposer, c'est l'isolement des foyers concernés, la vulnérabilité de la lutte. N'a-t-on pas vu des avocats de la CGT, lors des derniers procès de cette année, conclure de dangereux compromis avec la justice et la Sonacotra ? Ainsi comme à Gennevilliers, ils ont proposé contre une reprise des paiements et le rattrapage des arriérés, l'arrêt des poursuites ! Or, depuis le temps que se battent les résidents, ils ne sont pas prêts à lâcher la lutte sans obtenir satisfaction. Mais la justice avait entre les mains une justification pour expulser, puisque les paiements n'étaient pas effectués. Voilà où a mené, de

fait, cette politique de négociations foyer par foyer.

Mais ce n'est pas tout. Pour gagner, cette lutte a besoin d'un soutien large des travailleurs français.

Dans ce sens, les syndicats auraient pu jouer un rôle important. Mais depuis 4 ans, c'est le contraire. La CGT, reprenant intégralement l'analyse du PCF, s'est refusée à tout soutien, au niveau de sa direction, et de la grande majorité des structures.

Voyant qu'il n'arrivait pas à chapeauter la lutte, à y imposer son point de vue, le PCF ne s'est pas contenté de garder le silence. Il a répandu des plus basses calomnies contre le Comité de coordination, aux moments les plus décisifs. C'est ainsi qu'on pouvait lire, quelques mois avant les expulsions d'avril 76, en toutes lettres dans *l'Humanité* : «La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un Comité de coordination qui décrète représenter les 47 foyers en lutte, et qui, par ses revendications démagogiques et son intransigence, a contribué à faire échouer les négociations avec la Sona-

cotra». Dans ces conditions, comment s'étonner que, quand les expulsions sont arrivées, le PCF n'ait pas jugé bon de participer à la riposte développée par les résidents autour du Comité de coordination ?

Ce que n'a pas accepté le PCF, et dans son sillage la CGT, c'est que les résidents des foyers aient forgé leur unité, conquis leur propre direction sur leur lutte. Par toutes les calomnies qu'ils ont répandues, ils ont tenté d'empêcher tout soutien des travailleurs français. Aujourd'hui, les syndicalistes CGT qui prennent parti pour la lutte des résidents se voient taxés d'aventurisme, de gauchisme, d'anti-syndicalisme. Ils trouvent en face d'eux non seulement les campagnes racistes de la bourgeoisie, mais tout le poids de dirigeants syndicaux. Dans la situation de crise actuelle, où les immigrés sont présentés comme les responsables du chômage, cette position est particulièrement criminelle, car elle renforce les divisions de la classe ouvrière. C'est pied à pied qu'il nous faut la combattre, dans les usines et les quartiers.

Le quotidien du peuple

Palestine occupée : le village de Dir Hana contre la colonisation

Mercredi, le village de Dir Hana, en basse Galilée, s'est affronté aux forces de police sionistes, qui venaient détruire la maison de la famille Omar, sous prétexte qu'elle n'avait pas de permis de construire. Quand les policiers sont arrivés, au petit matin, ils n'ont trouvé dans la maison qu'une femme et quatre enfants : les hommes étaient au travail. Mais quand la population du village a vu ce qui se passait, le bulldozer prêt à intervenir, les forces de police à l'entrée du village, les agents sionistes en train de démanteler le mobilier de la famille, tout le monde, et en particulier les jeunes, se sont engagés dans une bataille à coups de pierre contre les sionistes. Ceux-ci se sont dégageés en utilisant des grenades lacrymogènes et en tirant au-dessus des villageois.

Le lendemain, pour protester contre la démolition de la maison, l'expropriation de la plupart des terres au profit des colons sionistes, tout le village a observé une grève générale.

Un pas en avant dans l'offensive soviétique

En livrant des MIG-23 à Cuba, l'URSS entend surarmer un pays qui défend largement ses intérêts hégémonistes en Afrique. C'est aussi un moyen de continuer la course aux armements, la rivalité avec les USA, et en fin de compte un pas nouveau dans la préparation de la guerre.

Iran : manifestations en province

Le général Azhari, Premier ministre iranien, vient de nommer huit nouveaux ministres, tous civils. De la sorte, les militaires sont maintenant minoritaires au gouvernement. Ils n'en tiennent pas moins tous les postes-clés, et la féroce loi martiale continue à sévir. Si la situation s'est stabilisée à Téhéran, les manifestations sont toujours aussi nombreuses et massives dans les différentes villes de province. C'est la preuve que le mouvement populaire continue, malgré la répression.

Riposte de masse contre la répression

Plusieurs travailleurs blessés à Caen, dont un a l'œil crevé par une grenade envoyée à tir tendu. Plusieurs étudiants blessés à Paris-Tolbiac, dont un a une fracture du crâne. A Caen, comme à Paris, dans la solidarité, une riposte de masse s'organise contre les exactions policières.

SONACOTRA

FRANÇAIS-IMMIGRES SOLIDARITE !

Non aux expulsions !

Manifestation samedi 14 heures de Barbès à Nation

Voir pages 10 et 11

LES DERNIERS MAUVAIS COUPS DE BARRE

La dernière déclaration du conseil des ministres, ainsi que l'interview de Barre dans *La Croix* de vendredi, donnent des précisions sur les projets gouvernementaux dans la période. De nouvelles attaques contre les travailleurs :

— sur le chômage : le gouvernement se félicite de la baisse du nombre des chômeurs. C'est une provocation quand on sait que le nombre des chômeurs n'a jamais été aussi élevé (officiellement 1 344 190 inscrits à l'ANPE). Et on nous avertit qu'aucune amélioration n'est à attendre dans l'immédiat. Selon Barre, « tout processus d'assainissement

qui suit une phase d'inflation s'accompagne d'une augmentation du chômage » ; dès lors, « une reprise satisfaisante de l'emploi dépendra d'une reprise des investissements privés productifs ; celle-ci ne s'effectuera elle-même que lorsque le processus d'assainissement sera largement accompli ». Pour créer des emplois, plus tard, peut-être, il faut donc aujourd'hui licencier ;

— sur les salaires : réaffirmation d'une augmentation égale à celle de l'indice officiel des prix ;

— sur la sécurité sociale : « il faut modérer le rythme d'évolution des prestations sociales qui

augmente à un rythme annuel beaucoup plus élevé que le taux de croissance du produit intérieur brut en volume ».

Par qui sera payé la résorption du déficit ? Pas par l'Etat, car pour Barre « il n'est pas possible que l'équilibre des régimes de sécurité sociale soit assuré à long terme par un concours constant et sans limite des finances publiques ». Sachant que les patrons qui embauchent des stagiaires Barre ne paient pas de charges sociales, que des dispositions viennent d'être prises pour que les artisans qui embauchent bénéficient d'avantages comparables, il ne restera plus que les

salariés pour payer la différence ;

— sur les retraites : il faudra réexaminer le système en vigueur en raison de l'augmentation, ces dernières années, des charges des entreprises. On peut donc prévoir un accroissement des cotisations vieillesse des salariés ;

— sur les travailleurs immigrés : Barre réaffirme de manière plus nette qu'à l'accoutumée son objectif : « La substitution progressive de la main d'œuvre nationale aux travailleurs immigrés ». On connaît la brutalité avec laquelle on renvoie chez eux ces travailleurs ; cette politique est appelée à continuer et à se renforcer.

● Un hitlérien à l'université de Lyon

« Le journal d'Anne Frank est-il authentique ? ». C'est l'intitulé du cours de deuxième cycle de Monsieur Faurisson, maître de conférence à l'Université de Lyon. Ce professeur a également écrit « la vérité sur l'affaire Joachim Peiper », et encore « le mensonge d'Auschwitz ». La thèse qu'il défend consiste à dire que « les crimes d'Hitler n'ont pas été prouvés » et que « personne n'a jamais pu fournir de preuves sur l'existence des chambres à gaz ». Faurisson est donc un antisémite et un hitlérien. Il est aussi membre de l'éducation nationale, tenant régulièrement un cours à la faculté du Quai Claude Bernard à Lyon, en salle 12, tous les lundis à 14 heures. Selon le président de l'université Lyon 2, sa nomination est une erreur. C'est par hasard qu'il a été mis sur la liste des candidats quand le poste a été vacant. Il faut préciser que Faurisson ne fait pas mystère de ces thèses, qu'il défend pendant ses cours, et qu'il a déjà été sanctionné pour cela alors qu'il était professeur de Clermont Ferrand.

● Plainte contre Leguay

M^r Serge Klarsfeld a déposé plainte contre Jean Leguay pour « crime contre l'humanité » pour sa responsabilité dans la rafle du vélodrome d'Hiver des 16 et 17 juillet 1942. Leguay était alors délégué en zone occupée du secrétaire général de la police de Vichy, René Bousquet.

● La CFDT n'ira pas au 40^e Congrès de la CGT

La CFDT a fait officiellement savoir qu'elle n'ira pas au Congrès de la CGT à Grenoble. Raison invoquée : « Les conditions ne sont pas réunies pour modifier la pratique de non participation, de règle jusqu'ici... ». Après le refus de la FEN et de FO, il n'y aura donc aucun invité au Congrès de la CGT. Malgré toutes les questions réelles que lui pose l'attitude de la CFDT, d'une façon générale (par rapport à la journée du 15 novembre par exemple), la direction CGT affiche un calme serein : « Nous sommes des gens polis et unitaires, disait René Bulh, début novembre. Nous avons trouvé normal d'inviter toutes les organisations. Si nous avons été invités à leur Congrès, nous y serions allés avec plaisir. Si elles ne veulent pas venir, c'est leur affaire !... ».

● PCF et intellectuels

Le Bureau politique du PCF organise les 9 et 10 décembre à Vitry, des journées de rencontre regroupant le B.P. du PCF et 400 intellectuels du PCF. A l'ordre du jour, une discussion sur « l'apport spécifique des intellectuels communistes ».

On apprend que les deux militants du PCF auteurs de « la rue du prolétaire rouge » Jean et Nina Kehayan, ne pourront pas présenter leur livre à la fête de la Marseillaise qui se tient le week-end prochain.